

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LENINISTES

MENSUEL : Novembre

No 31

4 Francs

LIBAN, IRAN, CAMBODGE



BEYROUTH 1977

GUERRE, QUESTION NATIONALE, R E V O L U T I O N

La situation politique à l'automne 78 et les propositions des maoïstes p 2

SUR LE FRONT DE CLASSE DES IMMIGRÉS

Sonacotra: manifestation nationale le 18 novembre p 4
Les Permanences Anti-Expulsion p 6
A Toulouse: tortures racistes et révolte populaire p 6

UN ÉTÉ TRÈS ACTIF

Du nouveau en Bretagne: le Comité paysan pour la vérité sur le remembrement en Bretagne p 9
Grand succès du fest-noz organisé pour la libération de Gildas Le Coent, premier fest-noz organisé par les maoïstes de par le vaste monde ! p 11
Un CPAC de l'Est à l'Ouest p 12
Contre le nucléaire p 13

S O M M A I R E

MARXISME ET POLITIQUE

Une rencontre avec l'OCFML - Drapeau Rouge p 15

MAI 68, LE TEMPS DES BILANS

«L'Établi» de R. Linhardt p 18

TEMPÊTES DANS LE MONDE

Iran p 19
Palestine, Liban, Camp David p 20
États et Partis face au risque de guerre mondiale p 23
La position actuelle de l'Albanie p 23
Halte à l'agression Vietnamienne ! p 28

La situation politique à l'automne 78 et les propositions des maoïstes

Où en sommes-nous ? Chacun sent qu'avec l'échec de la «gauche» aux élections, une période, commencée en Mai 68, est complètement terminée. Chacun s'interroge.

Cette pensée concerne à notre avis tout le monde :

- l'avant-garde, ceux qui ont un projet et se battent.

- la masse de tous ceux qui peuvent être ont cru à la «gauche», et qui sont dans le vide.

Notre journal «Le Marxiste-Léniniste» doit changer, pour être avec ces questions.

En Novembre 1975, l'U.C.F.M.L. formulait ainsi son mot d'ordre fondamental : «Remettre la question du parti aux mains de la classe ouvrière, organiser l'avant-garde et édifier l'organisation communiste au sein du mouvement de masse».

Quel est aujourd'hui l'état de réalisation de ce mot d'ordre ? Où en sommes-nous quant à l'édification du parti de type nouveau ?

ORGANISER L'AVANT-GARDE.

En ce qui concerne l'AVANT-GARDE, en particulier l'avant-garde prolétarienne, de grands progrès ont été accomplis; la politique des noyaux communistes et des CPAC en est la réalité et le pôle maoïste la forme bien visible du regroupement. «Le MARXISTE-LÉNINISTE» a régulièrement rendu compte des initiatives des organisations du pôle : noyaux communistes, zones UCFML, CPAC, PROPV et groupe culturel maoïste, il compte poursuivre en mettant l'accent sur le caractère spécifique de chacune de ces organisations, en particulier les noyaux et les CPAC. Il compte leur donner la parole largement, en particulier pour qu'ils s'expriment eux-mêmes sur leurs projets, sur le parti, et sur comment ils envisagent de se développer. Quelle est la vie politique d'un noyau ? Quelle est la subjectivité d'un camarade de noyau ? Comment le noyau intervient-il dans les situations de masse ? Comment recrute-t-il ? Autant de questions que «Le MARXISTE-LÉNINISTE» entend traiter. Est à l'oeuvre avec la politique des noyaux un authentique processus vivant et interne aux masses de constitution de l'avant-garde.

Encore limité quantitativement, il est désormais irréversible. Il faut le consolider, le faire connaître et l'étendre. «Le MARXISTE-LÉNINISTE» y contribuera de façon plus régulière. Il faut atteindre très rapidement les conditions fixées en la matière pour la fondation de l'Union, première étape du processus prolongé du Parti :

- un réseau solide de noyaux communistes ouvriers et paysans, constitué à échelle nationale, représentant au moins le quart de l'effectif total de l'organisation.

- une existence nationale des CPAC, alternative immédiate au syndicalisme, reconnue par tous comme une force d'organisation de la politique révolutionnaire du peuple.

Les CPAC, dès qu'ils en auront les moyens, se doteront de leur propre journal.

SUR LE RAPPORT DES MASSES A LA POLITIQUE ET A LA QUESTION DU PARTI.

En ce qui concerne la première partie de notre mot d'ordre : «Remettre la question du parti aux mains de la classe ouvrière» et la troisième : «édifier l'organisation communiste au sein du mouvement de masse», donc plus généralement sur le rapport des masses à la politique et à la question du parti de type nouveau, quelle est la situation ?

Nous devons, et c'est une des tâches de la propagande et du «MARXISTE-LÉNINISTE», attacher beaucoup plus d'importance à la vie politique au sein des masses et trouver notre propre mode d'intervention qui ne se confond pas, du moins pas complètement, avec la propagande politique et l'agitation en direction de l'avant-garde (c'est-à-dire en vue de constituer des noyaux et des CPAC).

La conjoncture politique doit s'analyser en fonction de deux facteurs qui bien sûr sont connectés mais cependant distincts : d'une part l'état de structuration et la force de l'avant-garde de type parti, et, d'autre part, le niveau politique des masses, leurs aspirations, leurs capacités internes d'organisation.

DEUX PÉRIODES RÉVOLUES.

En ce qui concerne l'histoire politique des masses en France depuis 68, on peut distinguer deux périodes révolues et le début d'une troisième.

- 1968-1972, période de l'après-Mai, période de révolte où le mouvement populaire démocratique révolutionnaire éclate partout avec comme expression organisationnelle la Gauche Prolétarienne. La G.P. a une idéologie radicale. Au fond, elle veut partout pousser à son terme tout ce qu'il y a de simplement DÉMOCRATIQUE dans la révolte : pour la liberté, contre les polices, les chefs d'usines, les scandales. La Gauche Prolétarienne veut aller jusqu'au bout de la révolution bourgeoise : son idéal, c'est 1793.

Les formes d'organisation qu'elle propose sont anarcho-syndicalistes, impuissantes politiquement à envisager la lutte des classes et l'antagonisme de façon sérieuse et prolongée. La dynamique révolutionnaire des masses et des militants de cette période doit être un acquis pour nous : aller de l'avant, oser se révolter, se lier profondément au mouvement de masse, en saisir la nouveauté et avoir des idées; pour le reste, le bilan est en creux : sans projet de parti de type nouveau, sans édification d'une organisation de marxistes, pas de lutte de classes.

- 1973-1978. Dans cette période, marquée par le programme commun, son déploiement et son échec piteux, les faiblesses et les carences du mouvement révolutionnaire d'après-Mai 68 vont être chèrement payées. Pendant cinq ans, PCF et PS vont occuper la scène, parader et enchaîner une partie importante des masses à l'illusoire espoir d'un changement de société par le truchement d'une victoire du programme commun. La bourgeoisie d'État s'est rétablie de la secousse de 68, le gaullisme en tant que style étatique et idéologie gouvernementale a été remplacé par le giscardisme. C'est lui qui sur ces années est la force montante de l'histoire; gaullistes et programme commun en connaîtront en Mars 78 la dure vérité. Le mouvement de masse quant à lui, sans y croire, mais malgré tout en suivant, s'est inscrit dans la mouvance de l'union de la gauche et sa déconfiture finale.

LE MOMENT ACTUEL.

Une nouvelle étape s'ouvre aujourd'hui dans une conjoncture que chacun ressent comme confuse et inquiétante; débarassé du programme commun, sans opposition parlementaire, le deuxième gouvernement Barre restructure l'économie française avec une brutalité et un cynisme jamais vus depuis les premières années de l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. La situation mondiale est de plus en plus tendue. Les États socialistes eux-mêmes, dominés par la perspective de la guerre, se déchirent parce qu'ils n'ont pas la même ligne pour se préparer à l'échéance.

Dans le même temps éclatent de grandes révoltes de masse (Iran, Nicaragua) que nous soutenons complètement, sans renoncer à nous interroger sur l'existence en leur sein d'une authentique direction révolutionnaire.

Dans cette conjoncture la politique maoïste doit être dans les masses, ce qui signifie largement : les masses doivent parler de la propagande maoïste. Ceci dépend des masses et des maoïstes. Pour ce qui nous concerne, nous devons être beaucoup plus attentifs à reconnaître ce dont parlent véritablement les gens du peuple, quand ils parlent politique. Nous devons être beaucoup plus attentifs à intervenir sur les questions de l'actualité. Sur les questions dont tout le monde parle, y compris la presse bourgeoise, bien sûr. Ladessus, elle doit nous servir d'indicateur positif. Même si elle est bien évidemment professeur par l'exemple négatif en ce qui concerne le contenu des réponses aux questions. Nous devons faire en sorte que les gens voient ceci : les idées qu'ils ont, c'est une force si c'est dans le sens de l'histoire. Il faut réfléchir dans l'histoire. Ce que nous appelons : avoir une conscience historique.

Les masses se constituent en force politique, quand face à l'histoire réelle, à son déroulement, et à ses mécanismes, elles passent d'un état de démission ou de spectateur à celui d'agent actif. La grande école de la politique, de la conscience politique, c'est la vie elle-même. Encore faut-il vouloir la réfléchir. Dans ces temps de trouble il peut y avoir une volonté de masse de saisir plus avant les mécanismes de la vie politique et de l'histoire.

Nous devons, et là aussi «LE MARXISTE-LÉNINISTE» veut s'y employer, soutenir la constitution de cette conscience de masse indépendante, lui en donner l'exemple et l'aliment.

LES BATAILLES POLITIQUES.

Faire un Parti communiste nouveau, ça ne va pas tout droit. Il est impossible de faire du nouveau dans l'organisation en se contentant de grossir comme on est, ce qu'on appelle : «accumuler». Seul alors l'ancien s'accumule. Si vous gardez tout ce que vous avez, à la fin vous n'aurez que de vieilles choses.

La preuve qu'une avant-garde maoïste existe, on ne la tient que quand de grandes batailles de masse éclatent. L'avant-garde est indépendante et forte dans son organisation uniquement si elle est à l'école des grandes secousses historiques. Si, quand il y a un choc, une rupture, elle est capable de s'y engager à fond.

Depuis Mai 68 en France, il n'y a pas eu de grande bataille politique, où, comme disait Lénine, on compte les participants par millions.

De ce fait même, la question de savoir si nous avons réussi ou pas, si l'histoire nous donne raison ou tort, ne peut être tranchée.

Mais tout au long des phases «en palier» de l'histoire, il y a des traces, des fractures limitées, des engagements partiels. Il y a des batailles de classe, qui préparent les grandes choses à venir.

Bien sûr, l'Histoire ressemble souvent à une rivière bien remplie et bien lente. Elle a une sorte de cours moyen. Mais de près, on voit des tourbillons, des accélérations, des courants : c'est ça qui indique vraiment la vitesse, le rapide qui se prépare, la chute d'eau.

Faire de la politique, c'est bien comprendre le cours historique des choses, parce qu'on veut le CHANGER. Mais, c'est faire ce travail A PARTIR des fractures, des luttes de classe, des choses nouvelles. Et non pas l'inverse. C'est comme ça que la POLITIQUE DE CLASSE se noue AU COURS DE L'HISTOIRE.

La grève des foyers Sonacotra et tout ce qui se rattache à l'égalité des droits entre français et immigrés; certains aspects de la lutte de classe à la campagne; la question nationale en Corse et en Bretagne; des amorces de combat anti-fasciste; notre propre action, solitaire, contre le parlementarisme (abstention aux élections de Mars), ou pour l'internationalisme renouvelé (contre l'impérialisme français, pour apprendre du Portugal). Tout ceci constitue des lignes de rupture, des

FRONTS DE CLASSE. Un FRONT DE CLASSE, c'est quand une bataille contre les bourgeois est ouverte, est prolongée, est antagonique, et concerne véritablement tout le peuple.

C'est sur les fronts de classe que se joue notre existence réelle, pratique, comme avant-garde. Avec comme rançon le succès ou l'échec.

Nous essayons de ne laisser passer aucune BATAILLE. Soit que les masses l'imposent, comme à la Sonacotra; soit que l'avant-garde assume sa consolidation en la décidant seule, comme pour les élections de Mars. C'est un point essentiel du parti de type nouveau. On peut penser qu'aujourd'hui, dans des formes encore dominées par le syndicalisme, se cherche une ligne de résistance populaire contre la restructuration capitaliste, les licenciements massifs, le chômage. Être vigilant, pour s'engager sans délai, est une directive du moment.

Il faut prendre des risques, et lutter contre l'état d'esprit, toujours menaçant, de conservation et d'accumulation.

LA THÉORIE MARXISTE.

A notre actif, il y a le début d'un développement théorique maoïste, certes incomplet, mais largement nouveau. En philosophie, en économie, sur la théorie de l'État, des classes, du parti, sur l'art et la culture, nous avons commencé à travailler. «LE MARXISTE LÉNINISTE» a donné écho à ces avancées. Cet effort doit être complété en ce qui concerne la question si importante aujourd'hui de l'Histoire, et particulièrement de l'histoire de la politique prolétarienne en France.

La théorie, c'est le contraire du dogmatisme. C'est la théorie qui permet une propagande souple et vaste. Car la théorie n'est rien d'autre que l'expression concentrée de la politique de classe dans sa nouveauté.

Pour devenir de meilleurs théoriciens marxistes, la voie la plus courte est tout simplement d'être jusqu'au bout des hommes et femmes de Parti. D'être complètement dans la politique nationale et mondiale. Dans sa réalité, et non dans son commentaire. Dans son ampleur, et non dans son localisme.

TOUJOURS PLUS DE NOYAUX COMMUNISTES ET DE C.P.A.C. !

PORTONS LE DÉBAT DE MASSE SUR TOUTES LES QUESTIONS DE L'ACTUALITÉ !

DÉPLOYONS-NOUS DANS TOUTES LES BATAILLES, ET ENGAGEONS CELLES QUI SONT NÉCESSAIRES A NOTRE AUTONOMIE, A NOTRE DÉVELOPPEMENT !

SOYONS DES GENS DE PARTI, DES COMMUNISTES, DES MARXISTES !

SUR LE FRONT DE CLASSE DES IMMIGRÉS

SONACOTRA : MANIFESTATION NATIONALE LE 18 NOVEMBRE

COMMUNIQUÉ DE L'UCFML SUR LA MANIFESTATION DES
RÉSIDENTS EN GREVE A METZ ET SUR LE SOUTIEN A LA
GRANDE LUTTE NATIONALE DES FOYERS

Samedi 28 Octobre, 1500 personnes manifestaient en sillonnant la ville de Metz à l'appel de 19 Comités de Résidents de la région et du Comité de Coordination aux cris de :

- Non aux expulsions ! A bas la répression !
- A bas les gérants racistes ! A bas les foyers prisons !
- Sonacotra cédera ! Vive le Comité de Coordination !
- Français - Immigrés solidarité !

Une seule classe ouvrière !

Après la répression frontale que subissaient depuis 15 jours les résidents, cette manifestation fut une véritable victoire politique. Toute la ville fut mise au courant de ce qui se passait dans les foyers. Sur tout le parcours des milliers de tracts furent distribués, à chaque carrefour important le cortège s'arrêtait, un délégué prenait la parole, expliquait les objectifs du mouvement et dénonçait les agissements violents et racistes de la police :

Le mercredi 18 Octobre, au petit matin, 9 délégués du foyer de Woipy près de Metz étaient expulsés sans ménagement, leurs affaires mises sous scellés. Le soir même, les résidents qui organisaient une manifestation furent chargés et matraqués par les CRS sans aucune sommation ; plusieurs furent blessés sur place ; d'autres furent interpellés et tabassés dans les commissariats à tel point que huit résidents ont eu des jambes ou des bras cassés, et que l'un d'entre eux fut conduit dans le coma à l'hôpital. Une photo d'un journal local montre ce même résident en bonne santé, encadré par des CRS, monter dans un car. En fait, la plupart des résidents ne furent pas blessés par la charge, mais bien « à froid » dans les locaux mêmes de la police.

Mardi 24 Octobre, 150 policiers investissaient le foyer de Florange, bloquaient toutes les portes des chambres et les issues et expulsaient 29 résidents et délégués tout en saisissant leurs affaires.

Ainsi malgré ces véritables provocations policières, ces déploiements de forces de l'ordre, et ces violences qui rappellent les plus noirs moments de la guerre d'Algérie, les résidents tiennent bon. La

vitalité du mouvement s'est maintenue comme le confirme cette manifestation du 28 Octobre.

Les maoïstes de l'UCFML saluent le courage et la détermination des résidents et du Comité de Coordination, et dénoncent les violences meurtrières et racistes de l'État et de sa police, ainsi que leur politique de discrimination et d'embrigadement dans les « foyers-prisons ».

Aujourd'hui, l'État et la Sonacotra sont décidés à attaquer frontalement le grand mouvement des foyers. Ils commencent par la province pour isoler la région parisienne. Mais ils se heurtent à la très forte détermination des résidents qui comptent poursuivre leur combat.

Une fois de plus, les syndicats ont refusé d'appeler à cette manifestation, et à celle du 18 Novembre à Paris. Ce n'est que la continuation de leur ligne politique réactionnaire d'appui à la politique des « foyers-prisons » de l'État : descentes dans les foyers pour faire reprendre le paiement des loyers, négociation derrière le dos des résidents sur une toute autre base que la plateforme du Comité de Coordination, politique chauvine pour isoler les résidents des Français, calomnies à l'égard du Comité de Coordination.

Il est des heures où chacun est interpellé à choisir son camp. Aujourd'hui, il en va de l'unité entre Français et Immigrés, de l'unité du peuple en France. Celui qui laisse écraser une partie du peuple prépare l'écrasement de tout le peuple.

Les maoïstes de l'UCFML appellent les Français comme les Immigrés à renforcer le mouvement des foyers en participant aux comités de soutien afin qu'un vaste courant populaire vienne appuyer la détermination des résidents ;

Ils les appellent à se rendre en masse à la manifestation du 18 Novembre à Paris (Métro Barbès à 14 heures), organisée à l'initiative du Comité de Coordination. Nous devons faire du 18 Novembre une date importante de l'unité du peuple en France, une date où la classe ouvrière affirme son identité politique.

Vive le mouvement des foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, AFTAM ... !

Sonacotra cédera ! Vive le Comité de Coordination !

Français - Immigrés , égalité des droits !

Français - Immigrés , une seule classe ouvrière !

Communiqué de presse du
Comité de coordination des
foyers en lutte

Français-immigrés, unissons-nous pour la riposte !

Le Comité de coordination dénonce les actions fascistes de la police et de la Sonacotra.

Des milliers de travailleurs immigrés poursuivent actuellement la grève des loyers dans les foyers Sonacotra.

Les résidents du foyer de Woippy (près de Metz) ont été l'objet mercredi 18 octobre d'une agression sauvage perpétrée par des forces de police.

Une vingtaine de résidents ont été blessés lors de l'attaque, huit d'entre eux hospitalisés — quatre gardés en observation dont un avec un traumatisme crânien, un autre dans le coma. Plusieurs résidents ont été arrêtés par la police.

Pourquoi cette violence ?

La Sonacotra a échoué devant plusieurs tribunaux qui n'ont pas ordonné l'expulsion des résidents. C'est pourquoi elle est particulièrement déterminée à profiter des rares cas où la décision en appel lui a été favorable pour « faire un exemple » c'est-à-dire réprimer sauvagement les grévistes.

Tout ceci avec l'aide d'un Secrétaire d'État, Lionel Stoléru, qui s'était engagé à mettre fin au mouvement revendicatif avant le 1er juillet 1978.

Les violences incroyables du foyer de Woippy montrent clairement les moyens que le pouvoir en place entend mettre en œuvre pour « résoudre le conflit » en cours.

La France serait un pays de liberté... Liberté pour qui ? Le gouvernement, confronté à une lutte puissante et prolongée, pense courir un risque politique minime en faisant le choix politique ignoble de recourir aux méthodes les plus sauvages contre les travailleurs immigrés. Demain, il pourra frapper l'ensemble de la classe ouvrière avec ces moyens et d'autres (tel la loi anti-grève). Le Comité de coordination et les résidents en lutte ne croiseront jamais les bras devant de telles attaques, leur riposte sera toujours immédiate.

Ni les menaces, ni les intimidations, ni les interventions policières dans les foyers ne pourront nous empêcher de défendre nos droits et nos revendications contre la Sonacotra, l'AMEF, l'AFRP, etc.

Le Comité de coordination appelle l'ensemble des résidents grévistes et tous nos camarades français et immigrés solidaires de nos intérêts à préparer la riposte contre les mesures racistes du pouvoir.

Nous appelons toutes les organisations syndicales et les partis politiques à prendre leurs responsabilités face à la multiplication des attaques policières contre les travailleurs immigrés.

A bas la répression policière
Vive le Comité de Coordination
Vive la lutte des résidents

Français-Immigrés, unissons-nous pour la riposte

TOUS

le 18 Novembre, à 14 h

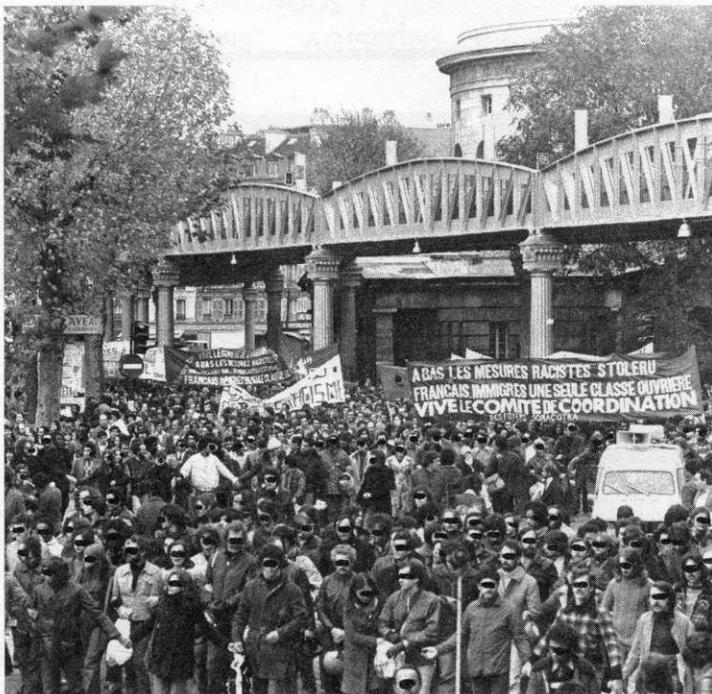
à BARBES

à la MANIFESTATION

N A T I O N A L E

de soutien

à la lutte des FOYERS



La plus grande lutte de classe de ces
dernières années.

A Toulouse: tortures racistes et révolte populaire.

Depuis quelques temps, la violence civile d'extrême-droite, raciste, fasciste, a franchi un seuil. Qu'appelons-nous violence civile ? C'est celle qui s'exerce directement dans le peuple contre les jeunes, contre les immigrés, contre les femmes, sous des prétextes variés, et ceci sans que l'appareil d'État intervienne de façon visible. L'immigré ignoblement torturé à Toulouse par un patron de bistrot, les «voleurs» abattus par des civils armés, la campagne pour la «légitime défense» : autant de signes de cette violence contre-révolutionnaire civile, liée à la crise et à la tension sociale. Là se préparent les milices civiles de la contre-révolution.

Il faut faire face, et que le peuple s'organise, selon ses propres règles. L'atrocité barbare raciste et fasciste doit être à notre avis éliminée par le peuple lui-même, comme un cancer qu'on retranche.

Certains, PCF en tête, braillent qu'il faut appeler l'État, la police, les flics. Notre avis sur ce point est clair et net : l'État est responsable de la violence civile raciste et fasciste. Les «bavures» racistes et anti-jeunes des flics sont innombrables. Les lois et décrets de l'État organisent la ségrégation, le chauvinisme, le racisme : décrets Stoléru et circulaire Bonnet visent à diviser le peuple, à désigner les étrangers à l'hostilité des autres gens. L'État est le GRAND ARRIERE des assassins du quotidien, des bistrotiers racistes, des tueurs à la 22 long rifle. Qui appelle l'État, et lui seul, n'est pas un anti-raciste sincère.

L'unité du peuple pour expulser la violence raciste et fasciste est l'affaire de tout le peuple, de tous les démocrates et progressistes. Il faut s'indigner, s'engager directement, élever la voix. Il n'est que temps ! C'est de notre quotidien que d'abord on injurie, puis qu'on assassine et qu'on torture; dans ce café où l'on boit, cette rue où l'on marche... L'État décrète, ségrègue, expulse. Et, dans l'espace ainsi déblayé, c'est le voisinage de l'atrocité qui s'installe.

**REVOLTONS-NOUS IMMÉDIATEMENT ! RASSEMBLONS-NOUS !
ÉCRIVONS , AGISSONS !**

Crimes et tortures racistes.

Dans la nuit du Samedi 7 au Dimanche 8 Octobre, Abdoul Ali, un jeune immigré de nationalité française, de mère Algérienne et de père Djiboutien, est agressé au Bar des Arènes par 3 racistes-fascistes dont l'exploitant du bar, puis torturé pendant plusieurs heures (coups de couteau, morsures de chien...) parce qu'il est immigré. Il est abandonné à demi-mort à 4 heures du matin (il est rentré au bar à 1h30) dans un terrain vague.

Les flics exigent le silence de la presse pendant 3 jours. Cela leur permet d'être couverts, face à l'opinion, de se donner les moyens d'arrêter les 3 fascistes: Pujol, Neveu, Gustave.

Ces 3 criminels sont devenus gênants, ils ont été trop loin, même pour les flics et la bourgeoisie qui ont peur de la révolte, de la colère qui va s'élever.

Une large indignation populaire spontanée.

Le jour même, des bombages recouvrent les vitres du bar : «Ici, on torture» ... «Raciste» .

Nous sommes pour riposter au plus vite, le lundi 16 (une semaine après le crime), de manière unitaire. Les différentes organisations contactées exigent un temps de réflexion, on est unifié sur un rassemblement pour le Jeudi 19.

Pour notre part, nous lançons la campagne autour de 2 axes:

- ripostons partout contre les racistes et les fascistes. Rassemblement devant le bar Jeudi 19.
- Constituons la force du peuple anti-raciste, anti-fasciste.

Sur le marché, le dimanche 15, l'intervention se transforme en une «manifestation» regroupant 100 personnes. Des débats de masse à chaque arrêt de la «manifestation», et les fascistes qui osent l'ouvrir se font huer, chasser.

Sur les lycées :

- sur l'un d'entre eux, une réunion sera organisée à l'initiative d'une lycéenne sur le thème: «Anti-racisme - Anti-fascisme». La Permanence Anti-Expulsion est invitée à cette réunion qui rassemblera 70 lycéens et lycéennes, quelques heures avant le rassemblement devant le bar.

- ailleurs, on nous demande de faire une réunion. Sur un autre lycée, on nous accompagne à l'intérieur du lycée pour afficher l'appel au rassemblement.

Sur les cités, les jeunes demandent plusieurs tracts, pour leurs parents. Les immigrés (hommes et femmes) en discutent, le traduisent.

Nous lançons un appel à s'organiser sur la cité, pour partir au rassemblement. Le 19, les flics en civil seront sur la cité, mais les gens sont déjà devant le Bar des Arènes !

Les nouveaux bourgeois du PCF ne sont pas de sincères anti-racistes !

C'est aussi et partout le débat sur les deux voies. En effet, le PCF sent bien que quelque chose va lui échapper. Il va tout faire pour canaliser la révolte, liquider le rassemblement.

- il organise des signatures de pétition pour les porter aux juges.
- il réclame une punition exemplaire pour les coupables.
- il est le premier au chevet d'Ali avec son avocat, qui s'occupe de tout...

Compter sur l'État, sa justice, ses prisons, demander à l'État de punir les racistes et les fascistes ?

Certainement pas ! C'est l'État qui orchestre aujourd'hui des campagnes racistes avec les mesures Stoléru contre les familles d'ouvriers immigrés, ou la circulaire Bonnet contre les étudiants étrangers.

La seule force qui puisse empêcher de tels actes, la seule garantie, c'est la constitution d'un fort camp anti-raciste, anti-fasciste à Toulouse.

Le PCF se sert de la révolte pour se faire de la publicité. Comme force d'État, il refuse de travailler à constituer le camp des anti-racistes et des anti-fascistes. Mieux, il s'y oppose :

- la nuit précédent le rassemblement (le 18) le Bar des Arènes brûle. Le PCF, quelques heures plus tôt «condamne et dénonce les irresponsables qui appellent à se rassembler devant le bar», «c'est une provocation» ...! Toujours la même peur que se constitue un camp anti-raciste, que le peuple crie sa haine des racistes et des fascistes.

Les seules organisations à appeler au rassemblement sont l'UCFML et la Permanence anti-expulsion.



Le rassemblement du 19 Octobre. L'antiracisme au sein du peuple.

200 à 300 personnes sont rassemblées devant le bar des Arènes, certaines sont là une heure avant le rassemblement.

C'est un rassemblement populaire :

- des immigrés et des français de la cité où habite Ali Abdoul.
- des jeunes immigrés.
- des ouvriers français
- des femmes.
- des lycéens et des lycéennes.

Une grande révolte, une grande haine des racistes et des fascistes; les flics en ont pris la mesure, malgré l'important dispositif policier, ils négocient à plusieurs reprises.

Après les prises de parole appelant à riposter du tac au tac, mais aussi à se constituer en force, s'organise, s'engage un large débat de masse:

- dénonçons les cafés racistes, qu'ils servent les immigrés, ou qu'ils ferment.
- dénonçons les patrons racistes qui refusent d'embaucher les immigrés.
- dénonçons les inspecteurs d'auto-école qui recalent les immigrés.
- organisons-nous pour retrouver Thierry Neveu, l'un des 3 racistes-fascistes mis en liberté provisoire.

Ce rassemblement est une grande victoire, la seule riposte à ce jour contre les racistes et les fascistes.

Il a été le point de départ de la constitution sur Toulouse d'un camp anti-raciste et anti-fasciste.



AUX ABONNÉS

En raison de l'augmentation des prix des fournitures et des postes, l'abonnement passe à :

- 70 francs (tarif normal: abonnement sous pli fermé).
- 100 francs ou plus (tarif de soutien sous pli fermé).

Nous rappelons que l'abonnement au «Marxiste-Léniniste» comprend tous les numéros de l'année, plus les brochures de l'UCFML publiées aux Éditions Potemkine.

Le règlement de l'abonnement peut se faire par chèque bancaire ou postal (à l'ordre du «Marxiste-Léniniste»). Pour les chèques postaux, ne pas envoyer directement le chèque au centre de chèques postaux: l'envoyer à la boîte postale du journal, avec la demande d'abonnement, afin d'éviter les difficultés d'identification.

POUR TOUTES CORRESPONDANCES :
écrire à l'adresse suivante :
«LE MARXISTE-LÉNINISTE»
BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17

UN ÉTÉ TRÈS ACTIF

DU NOUVEAU EN BRETAGNE : Le Comité Paysan pour la Vérité sur le Remembrement en Bretagne

La résistance paysanne au remembrement étatique a une longue histoire en Bretagne, liée à l'offensive de l'État pour assurer les bases de sa politique impérialiste : le remembrement, première pièce de son dispositif sur le foncier et qui consiste à concentrer les meilleures terres entre les mains de quelques uns.

C'est la DDA (Direction Départementale de l'Agriculture) qui est chargée au niveau départemental de la mise en place de cette politique et elle prend appui partout sur la commission communale de remembrement. quelle que soit sa « couleur » : la DDA n'est pas regardante de ce point de vue. A Trébrivan elle soutient mordicus le maire PCF. A Plonévez du Faou, elle divise la commune en deux pour faciliter la tâche de l'épicier réactionnaire ; à Plourivo, elle a son homme de main, un paysan riche qu'elle a éduqué dans des cours particuliers, giscardien notoire, qui pourtant fait campagne aux dernières municipales pour l'adjoint révisionniste, celui-là même qui dit : « pendant le remembrement, je suis capitaliste, après, je redeviendrai communiste ! » Tous les partis dans le même sac, du point de vue du peuple, c'est celui qui tient la mairie qui travaille avec la DDA, pour sa clientèle, pour sa mafia.

Depuis le début des années 60 où les grandes offensives ont commencé jusqu'à 1977, la tactique des remembreurs s'est affinée. Leur méthode est simple : ils créent des contradictions dans chaque village à coups de promesses et de pots de vin, jusqu'à isoler un paysan par village. Alors, ils mettent sur pied des provocations incessantes, ils utilisent les menaces, les violences physiques, ils envoient les flics ; tout est bon pour forcer celui qui a été choisi par les accapareurs à se laisser dépecer .

LE MOUVEMENT DE MASSE CONTRE LE REMEMBREMENT

Partout, la résistance acharnée des contestataires a, au minimum, fait trainer les choses pendant des années et, au mieux, comme à Trébrivan, bloqué le remembrement sur une partie de la commune.

C'est bien un véritable mouvement de masse qui s'est déroulé en Bretagne jusqu'à ces dernières années ; un mouvement de masse avec ses mots d'ordre contre le remembrement étatique, contre le désert breton, contre la ruine de la campagne, avec ses formes d'organisation : les syndicats de défense par commune, avec ses batailles rangées. Avec ses chefs : des chefs paysans connus de toute la Bretagne comme des agitateurs anti-remembrement. Des chefs militants aussi. Car, pendant toute cette période, les paysans contestataires ont eu pour seul point d'appui, dans certains endroits, les révolutionnaires bretons, militants de la cause nationale, organisés en soutien à leur bataille et qui ont su constituer par moments un véritable camp autour des paysans, comme à Trébrivan en 1975, sous l'impulsion de Yann Puillandre.

LA CONTRE-OFFENSIVE ACTUELLE DE L'ÉTAT

L'État impérialiste ne s'y est d'ailleurs pas trompé. Il passe à la contre-offensive : il s'en prend aux chefs et il met au point un nouveau plan de bataille pour les remembrements à venir.

- les chefs : c'est le procès pour diffamation fait à un vieux paysan, Fanch le Floch, par la DDA du Finistère, sous prétexte d'une lettre ouverte au Président de la République dans laquelle deux ingénieurs sont accusés « d'abus de pouvoir, de spoliation, de gaspillage de l'argent public ». Ce que tous les contestataires qui ont eu affaire à eux considèrent comme le minimum qu'on peut leur reprocher !

C'est aussi l'arrestation de Yann Puillandre, sur la base d'une machination policière, et son embastillement avec 31 autres militants bretons, dans le cadre d'une opération de grande envergure contre ceux qui, en Bretagne, ont été de toutes les batailles du peuple breton depuis des années, au nom de la cause nationale.

- le nouveau plan de bataille de l'État, c'est par exemple, la DDA des Côtes du Nord qui fabrique en 76 une Association pour la Promotion du Remembrement et l'Aménagement de l'Espace Rural : tout un programme ! C'est aussi cette même DDA qui confectionne des montages-diapos « objectifs » sur les remembrements passés, où on n'entend que le point de vue des contents et quelques critiques sur les commissions communales, mais où le rôle de l'État dans cette politique de paysans riches est soigneusement oublié.

LE COMITÉ

C'est dans cette situation, où une première étape du mouvement de masse vient de se clore, où l'État prépare de toute évidence le prochain assaut sur les remembrements, que s'est mis sur pied, à l'initiative des maoïstes, un « Comité Paysan pour la Vérité sur le Remembrement en Bretagne ».

Comment s'est-il constitué ? Qui regroupe-t-il ? Quel est son but ?

A Roudouallec, où le remembrement est terminé depuis plus de 10 ans, un paysan lésé (il perd 3 hectares sur 17 !) considère que la bataille n'est pas terminée. Il rédige une lettre ouverte au maire de la commune, qui raconte en détail l'histoire du remembrement de son village, désigne nommément les accapareurs, et explique clairement que 3 hectares doivent lui revenir et qu'il entend les récupérer en faisant appel à l'opinion publique. C'est le premier objectif de sa lettre.

Le deuxième objectif qu'il lui assigne, c'est qu'elle serve de mise en garde au peuple, partout où le remembrement n'a pas encore été fait, contre l'État, contre la violence qu'il est capable de déclencher dans les campagnes pour parvenir à ses fins, contre le but aussi du remembrement : la main-mise de la mafia soutenue par la mairie et la DDA sur les meilleures terres pour constituer des exploitations capitalistes et accélérer la ruine des autres.

COMITÉ PAYSAN
Pour la VÉRITÉ sur le REMEMBREMENT
EN BRETAGNE



TÉMOIGNAGE N° 1 et 2

ÉCRIVEZ-NOUS

COMITÉ PAYSAN
Pour la VÉRITÉ sur le REMEMBREMENT
EN BRETAGNE



TÉMOIGNAGE N° 3

La vie d'un village en remembrement

« DANS UN AN, APRÈS LE REMEMBREMENT, CE SERA FINI, VOUS VOUS SERREREZ LA MAIN ! »
Parlez 6 ou 8 pages à des paysans, au hasard.

MAIS NOUS, CE QUI S'EST PASSÉ DEPUIS LE REMEMBREMENT, ON N'OUBLIERA JAMAIS CES CHOSSES - LA !

ÉCRIVEZ-NOUS

COMITÉ PAYSAN
Pour la VÉRITÉ sur le REMEMBREMENT
EN BRETAGNE



TÉMOIGNAGE N° 4

ÉCRIVEZ-NOUS

La diffusion par nous de cette lettre dans d'autres communes remembrées ouvre à quelques contestataires de nouvelles perspectives, dans une bataille dont ils considèrent, eux aussi, qu'elle n'est pas finie. Ce qui les unifie, c'est finalement qu'on n'est plus dans la période où il faut sans cesse courir au feu, où on peut se retrouver en un quart d'heure à trente devant un bull pour l'empêcher de détruire un talus. Presque partout, l'État s'est donné les moyens de gagner cette bataille-là. Aujourd'hui, c'est un autre camp qu'il faut contre le remembrement étatique, un camp qui dépasse largement le cadre de la commune, un camp démocratique contre la violence de l'État et des accapareurs, contre les trafics et les pots de vin, mais un camp qui prend aussi position sur ce qui était le fond de ces batailles : L'avenir de la campagne.

Mais comment constituer ce camp, et en fin de compte une nouvelle force dans les campagnes ? D'où repartir pour une nouvelle bataille ?

La diffusion de la lettre du paysan de Roudouallec et l'écho qu'elle rencontre dans les autres communes, sur les marchés, vont imposer une réponse simple mais forte : IL FAUT DIRE LA VÉRITÉ !

De loin, cela pourrait paraître banal et naïf de croire que la seule affirmation de la vérité soit une force capable de bousculer l'état des choses. Mais regardons-y de plus près. Imaginez l'encercllement minutieux tissé par les remembreurs autour des paysans attaqués, imaginez la force ouverte exercée contre eux par l'État et les paysans riches à qui le droit ne suffit plus tout à fait pour voler les terres et couvrir ce vol du silence.

Les gens des villes ont peine à imaginer que les paysans visés voient leurs champs dynamités, leurs animaux empoisonnés, leurs capacités mentales plus que mises en doute, la famille minée par les cabales, les demandes de permis de construire refusées, les agressions physiques se multiplier... C'est que la ville, en concentrant ouvriers, employés, jeunes, assure une caisse de résonance minimale à toutes les velléités de piraterie de la bourgeoisie. Même si elle ne peut les interdire toutes, elle en organise au moins l'écho et en fait matière à opinion publique.

Mais à la campagne ? C'est l'isolement de ferme à ferme, de village à village, de commune à commune face au pouvoir bourgeois concentré entre les mains d'un réseau très étroit des gendarmes, du maire, des envoyés impériaux de la DDA et des gros du coin qui vivent dans la connivence la plus complète.

D'une certaine manière, l'organisation par village, les syndicats de défense, et même les formes de solidarité fréquentes de commune à commune n'ont pu briser ce couvercle refermé sur l'élan spontané des paysans. Elles n'ont pas réussi à en faire une affaire publique, un fait d'opinion publique durable.

C'est pourquoi la lettre du paysan de Roudouallec apporte un fait nouveau aux yeux des paysans. Non pas tant par son contenu qu'ils connaissent que par la lettre elle-même.

Il faut oser témoigner de la vérité, entreprendre la dénonciation publique et nominale des coupables, révéler preuves à l'appui les méthodes de terreur, ne pas hésiter à prendre des cas particuliers et engager jusqu'au bout la bataille. C'est ce qu'avaient fait les maoïstes avec l'affaire Gildas le Coent, reconnue par les paysans eux-mêmes comme la première victoire obtenue depuis bien longtemps en Centre Bretagne. C'est ce que pose le paysan de Roudouallec avec sa lettre.

Ce combat pour la vérité est un véritable combat de classe. Les révélations apportées secouent sérieusement les campagnes, débloquent des situations ; les profiteurs attaqués montent sur leurs grands chevaux ou se font tout petits, les paysans pauvres y voient un grand encouragement et y gagnent une nouvelle confiance.

Les paysans qui s'organisent pour ce combat et dont le courage doit être connu assimilent d'ailleurs cette affirmation de la vérité à une véritable déclaration d'hostilités. Témoigner publiquement de cette vérité, ce n'est ni plus ni moins que déclarer la guerre à l'autre camp, c'est rallumer la flamme de la bataille, cette fois à leur initiative.

Voilà comment s'est constitué le Comité Paysan pour la Vérité sur le Remembrement en Bretagne. Et pourquoi il a choisi de s'appeler comme cela.

QUELS SONT LES OBJECTIFS DU COMITÉ ?

LE PREMIER, on l'a déjà dit, c'est de faire éclater cette dictature pesante des réseaux bourgeois sur les campagnes qui ne touche pas d'ailleurs que le foncier, mais s'exerce sur tous les aspects de la vie courante. Opposer les grands bruits des révoltes paysannes à la paix des cimetières. Être capable de cela, ce sera un grand pas de fait, non seulement pour bousculer l'ordre social des campagnes, mais aussi pour que se lève une génération de paysans, hommes politiques révolutionnaires.

Car là se jouera en grande partie la confiance des paysans révoltés en la force de la politique révolutionnaire. Et les possibilités d'autres formes d'organisation politique dans les campagnes.

LE SECOND OBJECTIF, c'est de le faire à propos du remembrement : mettre en garde, partout où il en est encore temps, le peuple contre l'État et son remembrement. «Ce qui est arrivé chez nous doit servir les autres». Mais aussi, et pourquoi pas, remettre en cause les remembrements qui sont déjà faits.

Ainsi, à Roudouallec, suite à la diffusion du témoignage qui a reconstitué un camp dans la commune contre les

exactions du remembrement, le maire s'est senti obligé de faire enlever, aux frais de la commune, un tas de souches qui depuis 12 ans occupait mille mètres carrés sur le champ d'un paysan lésé !»

Le Comité ne surestime pas sa force. Il sait qu'il lui faudra encore grandir pour prétendre être le cadre de nouvelles victoires. C'est pourquoi il ne se présente pas comme un syndicat de défense revigoré mais une organisation qui va porter partout l'éclat des injustices faites aux paysans pauvres.

LE TROISIEME OBJECTIF, ce sont les villes. Interpeler le peuple des villes sur cette affaire de manière à ce qu'il prenne position et soutienne les batailles du peuple des campagnes contre le remembrement étatique. Dans ce but, le Comité a pour projet la confection d'un livre sur la base de tous les témoignages qu'il va recueillir. L'arme du Comité sera la vérité, argument imparable : il suffit de venir sur le terrain et on voit tout de suite que telle parcelle qui faisait un hectare a bel et bien été divisée en 6 par les ingénieurs de l'État dans leur opération de remembrement !

LES METHODES ET LE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ

Le Comité fondé fin juillet s'est déjà réuni plusieurs fois et a entamé une série d'enquêtes précises dans différentes communes. Il a déjà publié quatre documents et les a diffusés largement.

Son objectif immédiat est de réunir des témoignages en un livre ou une suite de brochures, et de tenir autour de ces documents des réunions publiques dans les campagnes et dans les villes.

Par ailleurs, le Comité s'efforce d'étendre son réseau de correspondants. Ceux-ci peuvent assurer la diffusion des documents, réunir des groupes d'enquête dans leur commune, participer aux réunions d'ensemble du Comité.

Des paysans, mais aussi des jeunes des campagnes et des villes y ont pris place.

Voilà sur quoi s'est constitué le Comité Paysan pour la Vérité sur le Remembrement en Bretagne, voilà pour quelle cause militent aujourd'hui des paysans avec les maoïstes, en recueillant des témoignages autour d'eux, en diffusant les témoignages du Comité, au porte à porte et sur les marchés.

Grand succès du Fest-Noz pour la libération de GILDAS LE COENT, premier fest-noz organisé par les maoïstes de par le vaste monde !



On s'y attendait un peu mais tout de même. Ce fest-noz a bien vérifié que la libération de Gildas était considérée par tout le peuple de la région de Trébrivan comme une victoire pour son camp. L'ennemi aussi, d'ailleurs, l'a bien vu comme ça : jusqu'à la dernière minute, toutes les manoeuvres ont été tentées pour le faire capoter (pressions sur le limonadier pour qu'il ne livre pas la buvette, menaces sur les affiches, que messieurs les gendarmes trouvaient « trop crues » !) Mais elles se sont toutes cassées le nez sur la détermination inflexible des maoïstes !

Un fest-noz, c'est une fête populaire bretonne où on danse sur des airs traditionnels. C'est aussi un lieu de rencontre pour les habitants d'une commune ou d'un canton. Tombés en désuétude jusque vers la fin des années 60, les festou-noz ont repris vigueur sous l'impulsion des militants bretons, en même temps que la musique bretonne traditionnelle retrouvait des interprètes : sonneurs et chanteurs. Le renouveau des festou-noz s'inscrit en fait dans la reconquê-

te par le peuple breton de son identité nationale dans les années qui ont suivi 68.

C'est aussi pourquoi les festou-noz ont souvent un caractère militant : organisés en soutien à une lutte (grève..) ou à une cause (libération des prisonniers politiques bretons), ils sont alors le lieu où le peuple vient affirmer sa solidarité, compte ses forces, ou fête la victoire.

C'était le cas du fest-noz pour fêter la libération de Gildas, le 19 Août, à Maël-Carhaix : 300 personnes, beaucoup de jeunes du centre-Bretagne, tous les paysans du syndicat de défense de Trébrivan, les paysans militants du Comité Paysan pour la vérité sur le Remembrement en Bretagne et des camarades des CPAC et du Comité Parisien pour la libération de Gildas étaient là, autour de Gildas et son père, pour manifester leur joie. Sonneurs et chanteuses, venus gratuitement en soutien à cette fête de la victoire, ont su mettre une ambiance appréciée de tous.

Goulag Breton, psychiatrie politique, campagne populaire.



Gildas Le Coët après sa libération, avec son père.

La campagne du Comité parisien pour la libération de Gildas Le Coët

EDITIONS POTEMKINE

La brochure du Comité Parisien pour la Libération de Gildas Le Coët.

Cette fête a aussi été un succès politique : les brochures racontant la bataille pour la libération de Gildas se sont vendues comme des petits pains. Elle a permis, d'autre part, de resserrer les liens entre les contestataires de Trébrivan, les contestataires des autres communes et les maoïstes dans leur bataille contre le remembrement Étatique, et particulièrement celui de Trébrivan qui n'est toujours pas terminé. Enfin le bénéfice de ce fest-noz (980F) a été, comme convenu, remis au père de Gildas dont la bataille contre le maire de Trébrivan et le docteur Robert n'est pas terminée, puisqu'il s'agit maintenant d'obtenir réparation pour les 9 mois d'internement abusif de Gildas.

UN GALA DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS POLITIQUES BRETONS, avec la participation de Stivell, Servat et Glenmor, est organisé au profit des COBAR (Comités Bretons Anti-Répression) à Paris, le lundi 13 Novembre, à 20h30, à la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité).

LES MAOÏSTES DE L'U.C.F.M.L. APPELLENT A SOUTENIR CE GALA, POUR MANIFESTER NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LES PRISONNIERS POLITIQUES, ET AVEC LE PEUPLE BRETON.

UN CPAC DE L'EST A L'OUEST

En Bretagne cet été, les CPACs de la région parisienne et de Reims ont :

- continué l'enquête sur la Marée Noire : ses conséquences économiques et politiques,
- posé partout la question de l'unité de toutes les couches du peuple et de sa politique, face à l'État impérialiste français.
- invité tous ceux qui sont «pour la Bretagne» à se mobiliser pour la libération des militants bretons emprisonnés.

Sur cette base, nous sommes intervenus partout où nous pensions trouver le peuple ; à la sortie d'un concert de Glenmor, nous avons discuté avec une partie du peuple dont on ne parle jamais, pourtant très opprimée et très révoltée : des handicapés physiques.

Invités à débattre de la Bretagne au centre où ils étaient en vacances pour un mois, nous avons passé une soirée pour le moins animée et où nous avons beaucoup appris.

Leur intérêt sur les problèmes bretons est grand et le niveau politique des questions élevé : elles tournent autour de l'indépendance : est-elle possible, est-elle juste ? et des attentats. Parmi eux se trouvent des Bretons qui apportent des connaissances précises sur leur pays (conséquences du remembrement, des Marées Noires) et leur double révolte : en tant que Breton, en tant qu'handicapé.

Bien entendu, précisément parce que les handicapés ne sont pas des êtres à part, des points de vue réactionnaires s'y expriment aussi ; mais dans l'ensemble, ils manifestent une grande sensibilité à toutes les oppressions, comprennent particulièrement bien le rôle de l'État, sont largement d'accord sur l'unité Français-Immigrés.

C'est que leur oppression et leur révolte en tant qu'handicapés est grande : leur handicap souvent n'est pas le produit du hasard : l'absence de préventions avant la naissance, les accidents de la route, les mauvais soins de l'armée ... qui oserait parler de fatalité ?

Ensuite et surtout, en tant qu'handicapés, ils ne sont plus rien aux yeux de l'État, ni d'aucun parti d'ailleurs : complètement exclus de la société, enfermés dans leur famille ou dans les hospices, ils vivent de maigres subventions ou de la charité, et quand ils peuvent travailler, ils subissent des conditions de travail et de salaires comme au plus beau temps du capitalisme débutant.

Quant aux éducateurs souvent bénévoles, beaucoup sont inspirés par une idéologie chrétienne humaniste qui fait mal sinon pas du tout la démarcation d'avec la pitié-charité ; d'autres par contre se refusent à considérer les handicapés comme des gens à part nécessitant, en dehors de leur santé bien entendu, une attitude particulière et une place particulière dans la société.

Leur oppression spécifique place donc les handicapés dans une position directement antagonique à l'État ; leur révolte pose d'emblée la question d'une autre société : une société où les intérêts du peuple sont primordiaux avant toute exigence de rentabilité, de productivité. Du fait de leur isolement, ils comprennent d'autant mieux la nécessité de l'unité de toutes les couches du peuple : spontanément anti-racistes, ils posent par là-même la question de leur unité avec les non-handicapés ; dans cette perspective, pour eux, participer à la politique d'ensemble, s'insérer dans les luttes du peuple, c'est aussi lutter contre leur propre oppression. Venir débattre avec eux de la Bretagne, s'adresser à eux en tant qu'opprimés, c'était pour nous militants du CPAC, prendre position contre leur exclusion de la société ; c'était aussi faire la preuve de notre mobilité, notre capacité à pratiquer l'enquête et la politique de manière vivante : enquêtant principalement sur la Marée Noire, nous ne nous sommes pas contentés, dans une démarche économiste, d'aller voir les principaux concernés, pêcheurs et goémoniers ; nous avons suivi le fil de la révolte et ce faisant, nous ne nous sommes pas éloignés de notre objectif, bien au contraire : contribuer à poser les jalons de l'unité politique du peuple en Bretagne, dont les handicapés sont partie intégrante, forts de leur révolte particulière.

En retour, ils nous posent la question de leur oppression, de leur force qui ne peut venir, comme pour les immigrés avec les Français, que de leur unité avec les non-handicapés, tournant ainsi le dos aux revendications catégorielles et aux appels à la charité qu'ils abominent : c'est une question dont les CPAC et tous ceux qui militent dans le domaine de la santé, doivent s'emparer : parce que les CPAC s'emparent de tous les points de la révolte du peuple, parce que les handicapés sont une force pour le peuple révolutionnaire.

CONTRE LE NUCLÉAIRE



Vue du Rassemblement.

Le 2 Juillet à Boyer (Saône et Loire) environ 500 personnes ont participé à un rassemblement anti-nucléaire organisé par plusieurs comités, près du site prévu pour la future centrale de Sennecey. Ce rassemblement ouvre la voie à un avenir nouveau du mouvement anti-nucléaire régional.

LE « MOUVEMENT » ET LES SINCÈRES ANTI-NUCLÉAIRES.

Le rassemblement se voulait une étape de mobilisation, pour la constitution des masses en force face à EDF et à l'État impérialiste. L'exposition de panneaux, les forums prévus avec le soutien des anti-nucléaires du Pellerin et de Malville, venus pour la circonstance, tout cela témoignait de la volonté des organisateurs de répondre à la question que tout le monde se pose dans le Val de Saône: que faire pour arrêter la centrale et s'opposer au nucléaire ?

Répondre ou ne pas répondre à la question posée sur ce qu'on va faire pratiquement pour être fort, c'est aujourd'hui le premier critère d'authenticité du mouvement. Le 2 Juillet est déjà une révolte des sincères anti-nucléaires contre un « mouvement » qui se cantonnerait dans la passivité et l'indifférence vis-à-vis des questions posées par les masses. Tout sépare les initiateurs du 2 Juillet de ceux qui ont combattu leur initiative.

Sur le fond, aucun désir de compromission avec la société impérialiste.

- on réaffirme l'importance primordiale de la présence du peuple des campagnes au premier rang de la lutte anti-nucléaire.

- contre ceux qui manient les énergies alternatives comme un gadget confortable, et qui ne voient pas que c'est déjà là la publicité des monopoles de l'impérialisme (car le solaire, c'est déjà rentable... à côté du nucléaire) on réaffirme que les énergies nouvelles, c'est au peuple de s'en approprier la technique, d'en pratiquer la production à son service, en se réappropriant le droit au savoir et à l'expérimentation scientifique.

- contre ceux que la société et l'État impérialiste ne dérangent pas fondamentalement, on réaffirme que le nucléaire est le choix logique et inacceptable d'une société inacceptable; que ce choix accentue la ruine des campagnes, le pillage du Tiers-monde, et même déjà la guerre, comme au Zaïre et au Tchad.

Dans l'immédiat, comptons sur nos propres forces: pleurnicher, on n'en a rien à faire: pas de centrale, pas de nucléaire, un point c'est tout. Pas question d'être à la remorque des notables, même s'il en est parmi eux de sincères anti-nucléaires. La force est dans le peuple qui peut et doit prendre en charge tous les aspects de la lutte. Ces notables, ceux du moins qui sont de sincères anti-nucléaires doivent se rallier à cette force, c'est cela qu'il faut encourager et non le contraire.

Cette révolte, nous l'avons soutenue de toutes nos forces. Qu'elle ait pu aboutir au rassemblement est une victoire des sincères anti-nucléaires.

QUE FAIRE ?

Cette victoire a quand même des côtés faibles, tout a fait sensibles pendant et après le rassemblement.

D'abord, le peuple des campagnes du Val de Saône était peu représenté le 2 Juillet. Le beau temps et le retard des foins d'une part, la contre-propagande ouverte déchaînée par les opposants au rassemblement et les sbires d'EDF d'autre part, tout cela a influé, mais n'était pas déterminant. Cette relative absence témoigne en fait d'une démobilisation. Il faut en élucider les raisons dans la présente conjoncture post-électorale, et dans la perspective de l'affaiblissement complet du mouvement anti-nucléaire local depuis Malville. C'est là une des tâches des comités et aussi des maoïstes. Nous y travaillons.

Quant au public, en majorité des jeunes, intellectuels et des employés, il n'a reçu qu'une réponse imparfaite à sa demande : que faire ?

D'un côté, il a pu participer à un forum captivant tenu par les anti-nucléaires du Pellerin et de Malville. Ce forum montrait que tout est possible dans le Val, qu'il faut profiter au maximum de l'absence (très relative) d'EDF pour organiser les modalités de son rejet au moment où elle prendra l'offensive. Mais de l'autre côté, les forums « action sur le Val » n'ont guère débouché. Pourquoi ?

- de la part des comités organisateurs, réellement pris par le temps, et qui n'ont pu s'unifier à fond sur les directives à donner: On était bien d'accord pour parler de refus public de vente des terres, de la mise sur pied d'un réseau d'alerte-intervention, de la défense des anti-nucléaires en butte à la répression, de l'attitude à adopter vis-à-vis de

l'enquête d'utilité publique. Mais « parler de », et lancer une directive ferme en veillant à ce que les présents s'emparent de son application sont deux choses différentes. Les organisateurs, nous y compris, ont manqué d'audace et de fermeté.

Il y a eu sur tout cela rectification partielle après le rassemblement. Les organisateurs du 2 Juillet ont précisé durant l'été les modalités d'un refus public de vente des terres et d'un réseau d'alerte. Ils ont aussi lancé l'idée d'une contre-enquête d'inutilité publique préalable à l'enquête officielle d'EDF, à réaliser avec les élus qui y consentiraient dans leurs communes. Un dossier est en cours d'élaboration, et l'idée de la contre-enquête fait son chemin dans le Val.

Mais on a assez parlé. S'unir sur une ligne à suivre n'est pas en parler sans fin. Maintenant il faut la mettre en pratique dès que possible, s'engager dans la moindre brèche ouverte et avancer sur le terrain.

La rectification est en cours, d'autant plus urgente que de nombreux signes avant-coureurs laissent présager une offensive d'EDF au plus tard dans quelques mois. D'ores et

déjà, une caravane anti-nucléaire a été mise sur pied, qui a déjà commencé à couvrir les marchés et villages de la région. Ses cibles: créer des comités partout, renforcer ceux qui existent, mettre en place le réseau d'alerte, la contre-enquête d'inutilité publique, préparer une éventuelle occupation du site de masse.

Une remarque pour conclure:

Le peuple des campagnes est pour le moment absent de la lutte dans sa grande masse. Il n'en a pas toujours été ainsi (voir brochure UCFML: Nucléaire, Écologie et politique révolutionnaire) Cette absence ne signifie pas démission: les paysans (en majorité moyens-paysans) restent assez peu nombreux sur le Val et pensent la force en terme de nombre, ce qui exige le ralliement du peuple des villes. Or jusqu'au 2 Juillet, il n'y a pas d'issue en ce sens. Malville et les élections sont deux portes fermées pour le peuple: l'irresponsabilité ou le carcan parlementaire. Il faut donc à présent enquêter et encourager tout ce qui va dans le sens d'un engagement des paysans au côté du peuple des villes dans la lutte anti-nucléaire.

MARXISME ET POLITIQUE

UNE RENCONTRE AVEC L'OCFML-DRAPEAU ROUGE

L'Organisation Communiste de France Marxiste-Léniniste (OCFML) est née à partir du groupe local Drapeau Rouge-Rennes Révolutionnaire.

Le noyau promoteur de ce groupe était composé de camarades qui militaient, en 66/67, dans les Comités Vietnam de Base. Tout en reconnaissant la direction de l'UJCML (organisation maoïste de l'époque) sur les Comités, ces camarades n'en étaient pas formellement membres.

Ces camarades en rallièrent d'autres pendant Mai 68, et considèrent en fait que leur groupe est issu de ce moment.

Après l'écroulement de l'UJCML pendant l'été 68, et tout à fait critiques en ce qui concerne son bilan -- tout comme ils le seront à l'égard de la Gauche Prolétarienne, à leurs yeux organisation réformiste bourgeoise --, les camarades de Rennes s'intégrèrent aux cercles de diffusion de l'Humanité Rouge, un peu parce qu'il n'y avait rien d'autre. Toutefois, ils n'étaient pas membres du PCMLF, alors farouchement «clandestin».

Très tôt, en 69/70, ces camarades critiquèrent la ligne de la «fascisation» proposée par le PCMLF. On leur refusa tout débat, et on rompit, de fait, tous

liens avec eux. Ils se retrouvèrent seuls et décidèrent de s'organiser localement en comptant sur leurs propres forces.

«Drapeau-Rouge-Rennes Révolutionnaire» n'est donc pas le résultat d'une scission, mais d'un processus local particulier.

C'est en 1975 que, devant l'insuccès des efforts concernant «l'unité des marxistes-léninistes», Drapeau Rouge a décidé de se transformer en organisation nationale. La brochure constitutive s'appelle: «Accumuler des forces pour la Révolution Socialiste» -- Nous avons donné un avis détaillé sur cette brochure dans un article du «Marxiste-Léniniste».

Toutefois, c'est en 77/78 que la première campagne nationale, avec conférences tournantes, a eu lieu. Elle a eu pour thème la «thèse des trois mondes», expressément considérée comme la ligne pour le prolétariat mondial.

En choisissant de se déployer sur cette question, l'OCFML indique clairement qu'elle entend disputer au PCMLF le monopole d'une orientation «pro-chinoise» stricte, tout en essayant de lutter contre le chauvinisme; l'OCFML peut ainsi constituer une sorte «d'opposition de gauche» par rapport au PCMLF.

POURQUOI DISCUTONS-NOUS AVEC L'OCFML-DRAPEAU ROUGE ?

«L'unité des marxistes-léninistes» est, le plus souvent, une expression qui sert à masquer une conception fautive du Parti. En la brandissant, on fait comme si existait une masse de «marxistes-léninistes», séparés par des malen-

tendus ou de petits sectarismes, et dont le rassemblement nous donnerait enfin la «bonne» organisation.

Rien n'est plus faux. Le processus du Parti dépend en première ligne des mouvements de masse politiques: il n'est pas exagéré de dire que sans révolution, pas de parti révolutionnaire. En deuxième lieu, le processus du parti dépend d'une clarification décisive de la question: qu'est-ce qu'être marxiste, léniniste, maoïste, en France aujourd'hui ?

Pour savoir l'avancée de cette question, ce n'est pas la précipitation organisationnelle qui importe. C'est plutôt le large débat sur le fond, la polémique publique, la délimitation rigoureuse des divergences et des conflits. Le marxisme n'est pas d'abord une idéologie, mais une politique révolutionnaire en acte. Les différents groupes incarnent l'histoire politique de la rupture prolongée avec le révisionnisme, et de la recherche d'une fusion de type nouveau entre le maoïsme, marxisme de notre temps, et le mouvement réel. Leur multiplicité est le signe du faible degré d'avancement des problèmes. La lutte idéologique entre eux, c'est la lutte des idées vraies contre les idées fausses.

L'existence politique du prolétariat est, en France, très limitée. C'est le tout début, depuis Mai 68, d'une longue marche. Le mouvement communiste international traverse depuis vingt ans une crise sans précédent. Dans ces conditions, il y a un vaste débat nécessaire sur le marxisme, sur la révolution, sur la politique.

Pour nous, discuter ou polémiquer avec un autre groupe doit servir la clarification sur le marxisme en France, pratiquement et théoriquement. La cible d'une unification organisationnelle n'a aucune évidence immédiate, et dépend étroitement du mouvement historique général, des contraintes qu'il exerce.

Des organisations comme le PCMLF ou le PCRML n'ont même pas l'air d'imaginer que ces questions existent. C'est pourquoi il est impossible de discuter avec elles, sauf pour des échéances tactiques, où seul compte l'accord sur quelques mots d'ordre.

L'OCFML - Drapeau Rouge, à notre avis, est un cas différent. Comme le montrent ses positions sur le parti, sur la classe ouvrière, sur l'histoire, sur le maoïsme, elle accepte de considérer que la plupart des questions stratégiques du marxisme sont, dans notre pays, des questions ouvertes et difficiles. La ligne de l'OCFML n'est pas du tout la nôtre. Mais c'est une réalité vivante, un courant politique sur lequel nous devons enquêter.

C'est pourquoi nous discutons et discuterons encore certainement avec cette organisation. Dans la volonté d'apprendre de quelle façon, à travers son expérience propre, elle porte la question du marxisme. Et dans le but d'éprouver nos propres convictions sur ce point.

LES ACQUIS POSITIFS D'UNE RENCONTRE

La dernière rencontre (septembre 78) avec l'OCFML a été difficile, mais essentiellement utile.

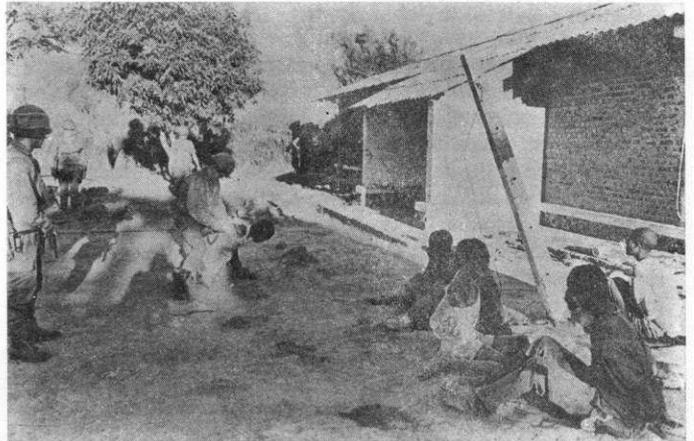
Les questions abordées ont été correctement traitées à chaque fois qu'il a été possible de s'unifier sur la méthode. C'est-à-dire : discerner la problématique commune des deux organisations, et repérer ensuite les choix politiques divergents. Cela a été le cas :

a- **Sur la guerre et la paix.** Le fond commun est celui de l'autonomie du prolétariat à l'intérieur d'un front uni anti-agression, anti-hégémonisme.

L'OCFML estime que dès à présent, l'ennemi principal est le social-impérialisme. Pour nous, ceci revient à liquider le ressort de l'autonomie, et, dans ces conditions, ce n'est même plus la peine de parler de front uni, car on n'existe pas. Historiquement, c'est dans l'antagonisme contre la société impérialiste française que le prolétariat se constitue comme classe politique, sur toutes les questions, y compris celle de la guerre, y compris celle de l'indépendance nationale. Seule l'agression elle-même, dans son fait, et non dans sa possibilité, fait basculer à échelle de masse les formes de conscience. C'est du cœur de l'antagonisme (lui-même encore faible) avec la société impérialiste que le prolétariat peut faire une force indépendante. C'est la raison essentielle qui fait que la théorie des trois mondes - qui est pour l'OCFML l'alpha et l'oméga -, si nous comprenons qu'elle soit le cadre d'action de l'État chinois contre le social-impérialisme, ne peut être pour nous une ligne politique, ni quant aux

questions internes, ni quant à l'internationalisme, lequel n'a de sens que pour l'acteur prolétarien d'un antagonisme constitué.

Si elle suit sans retenue sa pente actuelle, l'OCFML risque de rejoindre le chauvinisme de l'Humanité Rouge, car la lutte de parti contre l'adversaire direct sera affaiblie, différée, puis réprimée, au nom de l'alliance contre le social-impérialisme. La position de l'OCFML sur l'intervention française à Kolwesi, ou sur le Sahara occidental, qui soit refuse le combat frontal immédiat, soit se tient en réserve et nie l'existence d'un peuple soulevé, montre l'actualité de ce risque.



Les bouchers de l'impérialisme français au travail.
(Zaïre)

b- **Sur le syndicalisme.** Le fond commun est qu'il s'agit pour la classe ouvrière de devenir un sujet politique, et que le syndicalisme réactionnaire, dominé par la nouvelle bourgeoisie, n'y conduit d'aucune façon.

Ceci dit, l'OCFML estime que la «classe économique» ouvriers /patrons est malgré tout une forme de lutte de classe, qui peut exiger l'entrée dans les syndicats, sous couvert de «défendre les très larges masses».

Pour nous, la grève ouvrière dans le strict cadre ouvriers /patrons n'est pas une lutte de classe, mais seulement un des éléments de sa base structurelle. La lutte de classe n'est pas une mince affaire. Elle est loin d'exister tous les jours. La lutte de classe, c'est la politique indépendante et agissante du prolétariat et du peuple - même embryonnaire - ayant finalement l'État comme enjeu.

En outre, être avec les syndicats dans les conflits, ce n'est pas être avec les masses, mais contre elles. Être avec les syndicats interdit absolument de distinguer dans une lutte ce qui relève de la révolte véritable, et ce qui est écrasé par la logique du partage des surprofits impérialistes. Être avec les syndicats entretient la confusion, et consolide le révisionnisme.

Toute lutte de masse dans laquelle un point de vue de classe antagonique aux bourgeois cherche à s'affirmer brise aussitôt le cadre syndical. L'exemple le plus frappant est celui de la Sonacotra. Mais, à des degrés divers, c'est vrai aussi de Larzac, des comités anti-marée noire, du mouvement contre le nucléaire, du mouvement national corse, des coordinations étudiantes ou lycéennes, des comités de grève à Chausson ou même à Flins etc... Le devoir des révolutionnaires maoïstes est de systématiser cet anti-syndicalisme spontané et pratique, de montrer pourquoi non seulement le syndicalisme ne livre aucune bataille, mais les combat toutes, et de proposer une alternative globale.

Même la grève de la SPLI, que l'OCFML cite en exemple, a trouvé sa forme la plus radicale dans l'attaque directe (séquestration) des bureaucrates syndicaux. On ne nous fera pas croire que cette attaque se trouvait renforcée par le fait que les ouvrières de la SPLI étaient elles-mêmes dirigées par une section syndicale ! Une organisation révolutionnaire

et populaire de type nouveau, comme les Comités Populaires Anti-Capitalistes que nous proposons, aurait seule donné à l'assaut anti-syndical sa dimension d'ensemble, sa capacité à proposer une alternative et un cadre de combat pour tout le peuple.

Soit dit au passage, la ligne des CPAC réduit à néant les propos répétés et arrogants de l'OCFML selon lesquels nous «mépriserions» les aspirations immédiates des larges masses et ne proposerions rien pour remporter des victoires sur ce terrain. Les CPAC ont été fondés à partir de la révolte contre la crise et ses méfaits anti-populaires. Ils ont agi et se sont renforcés à propos des luttes de foyers, de la Bretagne, de la question du logement, de l'intérim etc... (1). L'OCFML le sait, et ses imputations relèvent de l'imputation facile, à tendance démagogique.

Ce qui ressort bien plutôt, c'est l'inconséquence de l'OCFML. Elle reconnaît la lutte des résidents des foyers comme la plus importante de ces dernières années, mais elle n'en tire aucune conclusion d'ensemble. Ceci l'amène du reste à ne pas avoir ouvertement de politique communiste propre au regard de telles luttes, et à se cacher derrière des pratiques de soutien au sens le plus étroit. C'est parce que nous reconnaissons jusqu'au bout la portée de la lutte des foyers que nous assumons à ciel ouvert y compris d'éventuelles et inévitables différences d'optique entre une organisation communiste comme la nôtre et une direction démocratique révolutionnaire de masse comme le Comité de Coordination, dans la volonté de les surmonter fraternellement, et tout en travaillant à la victoire, qui exige la reconnaissance sans restriction du rôle dirigeant du Comité de Coordination, mais aussi l'activité des maoïstes dans tout le peuple.

Sur ce terrain, dans les faits, la politique de l'OCFML ne se distingue guère de celle d'une organisation comme l'Humanité Rouge.

PETITS ÉTONNEMENTS ET QUESTIONS DÉCISIVES

Les accrochages les plus violents ont eu lieu sur la situation en Chine, et ont révélé un point curieux. Dans un monde que l'OCFML voit comme troublé, confus — «les mythes s'écroulent» —, un monde où l'idée de socialisme est obscurcie, le point fixe, pour ces camarades, le repère, c'est la légitimité statutaire de Hua Kuo Feng et du bureau politique du PCC. Toute question un peu indépendante sur ce point met ces camarades en fureur. Faut-il rappeler que la lutte de classe, y compris antagonique, traverse le Parti ? Le simple bon sens montre que la question du pouvoir a été tranchée en Chine, en Octobre 76, par la force. Regretter qu'on en soit venu là est possible, le nier est absurde. Et tout ceci, qui relève de l'histoire marxiste, n'a rien à voir avec une «apologie du putsch» que l'OCFML veut absolument nous faire endosser de force (par un putsch idéologique en somme).

L'important, c'est de bien voir que le noyau du conflit — le bilan de la Révolution Culturelle — est un enjeu absolument décisif, autour duquel se livre en Chine et partout, une lutte de classe acharnée. Cette question a une portée universelle. Elle est à suivre, en toute indépendance, par tous les marxistes du monde. C'est mal commencer que de pratiquer le suivisme à l'égard de la direction actuelle de l'État chinois. Il n'y a pas plus de raison de penser que Hua Kuo Feng ou Teng Siao Ping sont ceux qui, parce que communistes chinois, vont faire le bilan révolutionnaire de la Révolution Culturelle, qu'il n'y en avait de croire que Jules Guesde, Longuet ou Jaurès, parce que chefs du socialisme français, allaient produire le correct bilan de la Commune de Paris. Il faut garder là-dessus une liberté complète, et dire tout ce qu'on pense à partir de sa propre expérience.

Raisonner comme fait l'OCFML, c'est nier le caractère de révolution de la GRCP, c'est forcément la voir comme une péripétie de l'édification du socialisme en Chine, ce que l'OCFML suggère en faisant de cette édification le «plan d'épreuve» de la Révolution Culturelle.



La Révolution Culturelle est la clef du marxisme de notre temps.

Ça ne vaudrait pas mieux d'encenser les 4, ou de dire qu'en Chine le prolétariat a été vaincu (comme le fait Bettelheim). De cela, nous ne savons encore rien, et l'idée même d'une «défaite» de la Révolution Culturelle est une idée complexe, dont le sens, la vérité (ou la fausseté) font partie du bilan maoïste ouvert.

LE TOTALITARISME

L'OCFML mène aujourd'hui campagne «contre le Totalitarisme».

La notion de «totalitarisme» n'a aujourd'hui qu'un seul sens : servir la défense réactionnaire du parlementarisme impérialiste. Le mot vient de l'arsenal anticommuniste. Il sert à fourrer dans le même sac Hitler et Staline, le fascisme et la dictature du prolétariat. «Totalitarisme» est utilisé par le courant «nouveaux philosophes» dans sa croisade antimarxiste et pour les sanglantes libertés de l'Occident.

Alors de deux choses l'une :

— Ou, en ramassant ce mot dans la boue, l'OCFML opère un glissement vers une conception finalement parlementaire de la politique. Iraient dans le même sens la défense purement «légaliste» de la direction du Parti chinois, les concessions au syndicalisme et au parlementarisme, et l'empressement mis par l'OCFML à exalter la palinodie selon quoi la Yougoslavie est un pays socialiste et Tito un grand marxiste-léniniste.

— Ou bien (et peut-être en même temps), à travers ce mot aveugle, l'OCFML cherche à désigner la Révolution Culturelle, la marche au communisme, les leçons à tirer de cette tempête en ce qui concerne le Parti de type nouveau, dans son rapport aux masses et à l'État.

Ceci nous intéresse vivement.

Interrogée dans ce sens, l'OCFML n'a pas réellement répondu. Mais ceci est à nos yeux un exemple de la méthode à suivre, de part et d'autre si possible : si étonnantes que soient les formulations, chercher leur lien positif possible avec le débat sur le marxisme, sur le maoïsme, et sur leur fusion avec le mouvement réel en France.

UNE HYPOTHESE D'ENQUETE

Comment nous apparaît l'OCFML, à ce stade de l'enquête ?

Il nous semble qu'elle exprime le point de vue complètement contradictoire d'une frange de gens, notamment d'ouvriers français :

1. D'un côté, essayer de ne pas être chauvin, raciste, impérialiste. Se ranger avec les peuples du Tiers Monde et avec les immigrés.

2. D'un autre côté, rester pour l'essentiel dans le cadre de la tradition ouvrieriste et syndicaliste : aucune théorie du peuple révolutionnaire, aucune définition et pratique de la politique de classe, au-delà de la distinction, inopérante aujourd'hui, entre « lutte économique » et « lutte politique ».

Or, ça ne tient pas car c'est justement la logique ouvrieriste, syndicaliste et parlementariste qui, en France aujourd'hui, rallie la classe ouvrière à la société impérialiste.

L'OCFML est traversée par cette contradiction, d'où l'aspect « navigation à vue » de sa politique, lançant des idées et des thèmes plutôt hétéroclites, voire carrément éclectiques. Tantôt on mise tout sur la question nationale (par l'usage qu'ils font de la théorie des Trois Mondes) sans en avoir les moyens de classe ; tantôt on cède du terrain à l'ambiance « nouveaux philosophes » (contre le totalitarisme) ; tantôt on s'écarte des syndicats (ils sont réactionnaires, ce qu'

il faut c'est des « groupes rouges »), tantôt on les dirige à la base (section syndicale dure), tantôt on se présente aux élections en cherchant un accord avec HR et PCR, tantôt on refuse toute action commune quelle qu'elle soit etc...

Le grave danger, la tentation, c'est de stabiliser la contradiction par une sorte de division du travail : syndicalisme « dur » à l'intérieur ; et en guise d'internationalisme, suivisme pro-chinois à l'extérieur, quoi qu'il arrive. Non seulement cette ligne serait fautive, mais elle serait la répétition historique des avatars du PCF. Qu'était en effet le PCF des années 30, sinon l'organisation du syndicalisme « dur » (et du parlementarisme) à l'intérieur, et du pro-soviétisme rigide à l'extérieur ? Or, les effets ont été catastrophiques. Et ils l'ont été justement à l'époque de la guerre, de la résistance anti-fasciste et de la libération : le PCF est tombé dans la dépendance chauvine et colonialiste de la bourgeoisie gaulliste.

L'OCFML, courant politique représentatif d'une fraction du peuple de France qui veut rompre avec le chauvinisme, mais demeure attachée à l'idéologie revendicative interne à la société impérialiste, est jusqu'à présent une idéologie du mouvement, de l'histoire réelle. Une preuve en est sa volonté d'avoir de la mémoire, de rester fidèle à Mai 68, sa recherche d'une sorte de conscience historique.

Nous aussi, nous avons à faire fusionner le maoïsme avec le bilan révolutionnaire du fiasco du PCF. Ne serait-il pas utile de discuter de cette question, et à travers elle, du processus du Parti de type nouveau ?



Le syndicalisme fait partie de la société impérialiste, fait partie de la politique bourgeoise (ici Mitterrand et Maire, de la bourgeoisie classique, Marchais et Séguin, de la nouvelle bourgeoisie).

L'ALTERNATIVE AU SYNDICALISME EXISTE !

Ce sont les Comités Populaires Anti-Capitalistes (C.P.A.C.)

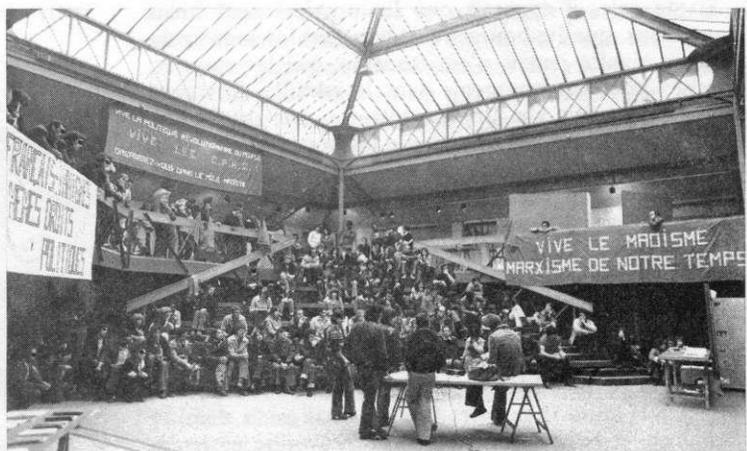
**Les Comités Populaires
Anti-Capitalistes :**

**De mai 68 à mai 78,
De la révolte du peuple
à l'anti-impérialisme,
Parole et organisation
des C.P.A.C.**

EDITIONS POTEMKINE

5 FRANCS

La brochure des CPAC,
textes des interventions au
rassemblement du 1er Mai 78.



Le rassemblement des C.P.A.C., 1er Mai 1978.

**RALLIEZ LES C.P.A.C.,
organes de la politique révolutionnaire du peuple !**

MAI 68, le temps des bilans

«L'ETABLI», un livre de R. Linhardt

«L'Établi» de R. Linhart, voilà un livre qui parle des ouvriers, de l'usine, des cadences, de la dictature des petits chefs, de la révolte à Citroën en 69, et qui a un gros succès, qui est encensé par pratiquement toute la presse du Monde à l'Humanité.

DU POSITIF ...

Avant de se demander pourquoi, ne faisons pas les difficiles et disons d'abord que c'est très bien. C'est très bien qu'un tel livre ait été publié et qu'il ait été lu, car il rappelle à un public qui en a bien besoin, à des intellectuels qui sont aujourd'hui bien loin du temps où ils allaient y voir et se liaient aux ouvriers, il rappelle un certain nombre de réalités de la société libérale avancée, que ses idéologues et en premier lieu les «nouveaux philosophes» ont entrepris depuis quelques temps de nous glorifier.

La rage devant ce genre d'indécence, la jubilation de leur envoyer un gros pavé dans la mare, c'est incontestablement ce qui a poussé l'auteur à livrer le récit de son établissement, pendant un an en 69 à l'usine Citroën d'Ivry.

Le Goulag dont vous vous indignez ne vous sert qu'à ignorer, voire justifier celui qui s'étale sous vos fenêtres. Je vais donc dire «De quoi vos voitures sont faites» (c'est la bande qui présentait le livre), c'est cela le propos de l'auteur.

Et il le dit, sobrement. Il raconte son arrivée à l'usine, la difficulté et l'épuisement du travail à la chaîne, apparemment si simple, il dit la tête vide à la fin de la journée, il dit la hargne des chefs, la stupidité épaisse et suffisante des techniciens de l'organisation du travail, il dit la résistance, les fils de l'unité patiemment liés pendant les pauses, dans les arrières-salles des cafés, il dit les longues discussions pour faire un tract, les nuits passées sur la ronéo, la formation d'un comité de base, l'apathie de la CGT, les provocations de la CFT, les diffusions par des lycéens au petit matin, l'incertitude avant la grève pour refuser de récupérer les journées perdues pour le patron en 68, il dit la grève, la grève qui tient puis se défait, il dit la défaite et l'exil dans un magasin isolé, et juste avant les congés, le licenciement.

Et de cela, il apparaît que les ouvriers sont biens, vraiment biens, que les bourgeois et leurs larbins sont sordides, que la révolte jamais n'est étouffée, que les ouvriers, uniformisés pour les bourgeois dans la grisaille du travail répétitif ont en fait chacun une histoire, une originalité, une personnalité bien plus riche que les bourgeois qui eux sont banalisés dans leur uniforme médiocrité de classe.

Il apparaît, et ceci donne au livre ses moments les plus forts (l'histoire de l'immigré Italien, la conversation entre l'ouvrier juif et le manoeuvre arabe fils de marabout) qu'aujourd'hui en France, la classe ouvrière est internationale et que ceci est pour elle une précieuse richesse.

Il apparaît que l'usine capitaliste n'est qu'une usine à extorquer le maximum de travail pour le minimum de salaire, que ceci n'est possible qu'au prix d'une dictature quotidienne dont la base, le support fondamental est la division du travail et les contradictions qu'elle provoque entre les ouvriers. Il apparaît que l'histoire de la vie à l'usine c'est l'histoire de la patiente, tenace, incessante lutte pour construire l'unité et maintenir sa dignité.

Et ceci est bien dit.

ET DU NÉGATIF ...

Mais malheureusement, ceci n'est pas tout, c'est même loin d'être le tout. Sinon comment se pourrait-il que finalement

tout le monde, à part les fascistes, aient trouvé le livre de Linhart admirable et ces vérités là excellentes à dire ?

C'est que, ayant choisi sa cible, les «nouveaux philosophes», Linhart se montre extrêmement sélectif dans la relation de son expérience. Ce qu'il dit est vrai, mais on ne peut pas ne pas ressentir un manque évident.

Ce manque se donne d'abord immédiatement dans un certain nombre de questions: quel était donc le projet de R. Linhart en s'établissant ? Qui sont ces lycéens qui distribuent les tracts du comité de base ? Qu'est ce que ce comité ? Dans quel projet d'ensemble s'inscrit-il ? Et Mai 68 ? On dirait que cela n'a pas eut lieu. Quand on sait de plus ce qu'était le projet de la Gauche Prolétarienne à l'époque et le rôle qu'y jouait l'auteur, cette absence est vraiment surprenante.

Il ne s'agit pas là de curiosité anecdotique de la part de lecteurs (au demeurant nombreux) qui ont été liés et acteurs des luttes politiques de l'immédiat après-Mai 68. Car ce qui manifeste cette absence, c'est l'absence plus générale et quasi-totale de toute politique de ce qui est décrit de l'usine et de la lutte. Comment peut-on croire qu'il n'y avait dans cette usine aucun débat sur Mai 68, sur les syndicats (ils sont mous, c'est tout), sur le PCF, sur les élections de Juin 68, mais aussi sur les pays d'origines des immigrés, sur la Palestine, etc... Mais encore, dans les formes qu'avait ce débat à l'époque (et la G.P. disait des choses là-dessus !) sur le parti qu'il faut aux ouvriers, sur la révolution ?

Le résultat de cette absence, c'est une description intemporelle des mécanismes de l'exploitation, du couple oppression/révolte. L'usine que R. Linhart décrit ne diffère en rien de la même 10 ans avant et on ne voit pas en quoi et pourquoi les choses pourraient changer un jour, car on ne voit pas l'ombre du début d'un processus (que nous savons, c'est vrai, sinueux et difficile) d'une cumulation politique de l'expérience prolétarienne.

R. Linhart n'est en fait pas très loin, dans sa description de la classe ouvrière, du concept cher à Glucksmann de «plèbe» révoltée éternellement contre l'État. Ce n'est pas la plèbe indifférenciée contre le pouvoir, mais les ouvriers contre les patrons.

En fait, en restreignant sa cible aux idéologues nouveau style de la bourgeoisie libérale, R. Linhart a considérablement affaibli son propos car cela l'entraîne à se battre sur leur terrain à eux.

Enfin, ce livre, paru dans le concert commémoratif de Mai 68, porte aussi, bien qu'il n'en parle pas, bilan de Mai 68. Et sur ce point il est bien homogène au bilan qu'en tira la G.P. Si R. Linhart considère comme négligeable le côté politique de son expérience, c'est qu'en fait, il ne retient de Mai 68 que la vaste révolte des ouvriers contre les patrons. Et ceci sera bien le bilan qu'en pratiquera la G.P. dans sa ligne des comités de lutte apolitique, ligne qui conduira à la dissolution.

De là que cette vigoureuse dénonciation du despotisme d'usine peut aussi bien servir de base aux discours politiques des réformistes du Monde que des sociaux-fascistes de l'Humanité.

Ceci étant, elle peut aussi nous servir, et ce livre, nous devons le lire et en faire la base d'une discussion sur tous les problèmes que lui n'ose pas traiter et qui sont ceux que nous affrontons.

Ch. Bréaud.

TEMPETES DANS LE MONDE

Iran

Le peuple Iranien est depuis des années un admirable exemple de résistance à une des dictatures les plus sanglantes de l'histoire contemporaine.

Mesurons le mouvement actuel, son ampleur, son courage, à la dureté des années qui ont succédé au massacre de 1963 noyant dans le sang les émeutes ouvrières et paysannes contre le Shah. Ce massacre, le Shah l'a ouvertement revendiqué: «Si je n'avais pas donné ordre de tirer, l'Iran moderne ne serait pas né» a-t-il déclaré à des journalistes européens. L'Iran «moderne», c'est sous couvert de «réforme agraire», une «révolution blanche» qui a soumise de force les masses paysannes à l'esclavage capitaliste succédant à l'assujettissement féodal, qui a détruit les méthodes communautaires d'irrigation, qui a arraché de la terre et jeté dans les bidonvilles des centaines de milliers de paysans pauvres, qui a provoqué en quelques années un déficit alimentaire énorme alors que l'Iran exportait des produits vivriers auparavant; qui a transformé les propriétaires féodaux, largement indemnisés, en une classe d'affairistes et de spéculateurs forcenés. L'Iran «moderne», c'est une industrialisation entièrement tournée vers le marché mondial capitaliste. L'Iran «moderne», c'est les protestations étudiantes traquées à coups de baïonnettes, les grèves ouvrières attaquées à coups de fusil, c'est la police politique (la SAVAK) et l'armée sans cesse renforcées, à mesure que la haine contre le régime grandissait et s'organisait.

Aussi quand un peuple dans cette situation se met en mouvement, notre propre mouvement, parce que nous sommes des maoïstes, c'est d'être à ses côtés, entièrement ! Contrairement à certains, nous avons toujours été du côté du peuple Iranien contre le tyran fasciste. Nous saluons la volonté qui soulève les masses Irlandaises de mettre à bas la dictature du Shah et de libérer leur pays de l'asservissement aux impérialistes qui la soutiennent.



Un peuple révolté, une armée réactionnaire intacte.

Dans les larges mouvements actuels qui visent à renverser le Shah, nous constatons aujourd'hui que les larges masses des villes apparaissent groupées autour de l'opposition Islamique et que les différentes tendances de cette opposition exercent une influence majeure sur le mouvement, sur ses mots d'ordre, sur son organisation, ses initiatives et son cours général. C'est bien le renversement du gouvernement du Shah qui est à l'ordre du jour, et, avec le mouvement de masse, ces forces en sont certainement. Mais il est évident qu'au delà de cet objectif, les choses sont loin d'être clarifiées. L'opposition islamique n'a pas véritablement de programme et elle n'est pas unifiée sur ce qu'il faut faire une fois le Shah renversé. Les mots d'ordre généraux de «liberté», de «démocratie» et d'«indépendance» sont par eux-mêmes des mots d'ordre qui peuvent être aussi bien ceux d'une politique bourgeoise et pro-impérialiste. Le lien de ces mots d'ordre avec des questions aussi décisives que la question agraire par exemple est seul capable de tracer la ligne de partage entre l'autonomie politique du peuple et le ralliement à des démagogues finalement réactionnaires. C'est sans doute aucun à clarifier ces questions que s'emploient dès aujourd'hui, à l'intérieur même de la vaste levée populaire, les révolutionnaires marxistes-léninistes Irlandais.

Il est clair aussi que des forces politiques ouvertement anti-populaires s'agitent en coulisses: ce sont les prétendus libéraux tel Amini qui croit son heure venue et se présente comme une alternative au Shah acceptable par ses maîtres américains. C'est le parti Toudeh, parti révisionniste sans réel enracinement populaire, qui espère se saisir des révoltes pour faire basculer l'Iran dans le camp du social-impérialisme soviétique.

Face à cela, nous voyons que le processus démocratique révolutionnaire, lui, n'en est qu'à son tout début.

Or, parce que nous sommes des révolutionnaires prolétariens, nous savons bien que de l'avancement du processus démocratique et révolutionnaire dépendra que l'héroïque courage du peuple et ses sacrifices n'ai pas servi une fois encore, à remplacer une clique bourgeoise par une autre. Mai 68, après bien d'autres expériences nous a appris que le plus vaste mouvement de révolte populaire était impuissant sans sa politique autonome, sans sa politique et ses organisations révolutionnaires. Mais il nous a aussi appris que ces mouvements, dans leurs revers mêmes, clarifient et font nécessairement avancer les questions politiques dont la résolution est nécessaire à la victoire.

Nous sommes aujourd'hui sûrs que les ouvriers et les paysans cherchent à définir leur voie propre pour un Iran démocratique. En témoignent la participation des femmes, la diversité des mots d'ordre dans les manifestations et les luttes idéologiques dans les usines entre marxistes-léninistes et révisionnistes sur les moyens et le contenu des grèves et des assauts contre le régime fasciste. Nous espérons par dessus tout qu'ils vont progresser dans cette voie.

Ces derniers mois, les masses ont fait face avec courage à la police et l'armée qui les déciment, et nous partageons leur haine contre les assassins à gage du Shah et de l'impérialisme US et européen. Mais ni leur indignation, ni le courage ne peuvent seuls suffire face à la politique et au pouvoir du Shah.

Ainsi, comme on l'a entendu il y a quelques temps, était-ce une force pour le peuple Iranien de s'adjoindre l'espoir que l'armée céderait par la seule pression d'une force, certes immense, mais désarmée ? Était-ce une force de propager l'idée que seuls les commandos israéliens (qui existent bel et bien) tiraient sur la foule ? Était-ce une force d'attendre de la politique de Carter et sa « défense des droits de l'homme » un appui pour renverser le Shah ? Ce sont des questions que nous nous posons. Ici, en France, nous ne pouvons faire autrement, si nous voulons être aux côtés du peuple Iranien, que nous soucier de ces questions, d'appeler à y être attentif, car faire connaître et prendre parti pour tout ce qui préfigure, mûrit ou consolide l'autonomie populaire, c'est notre orientation fondamentale à nous, mar-

xistes-léninistes-maoïstes, c'est cela pour nous l'internationalisme prolétarien.

Nous espérons qu'au travers des mouvements en cours, le peuple Iranien clarifiera sa voie propre pour un Iran démocratique et authentiquement indépendant, contre les 2 bourgeoisies, contre les deux superpuissances et les impérialistes de tous bords. Nous sommes à l'écoute de tout ce qui apparaîtra dans ce sens, pour en apprendre, le faire connaître, l'appuyer, quelles que soient les complexités de la situation. Nous combattons en particulier l'impérialisme français, ses ambitions au moyen-orient et ses crimes contre le peuple Iranien.

Palestine, Liban, Camp David

- 1 -

Voilà 30 ans que le peuple Palestinien a été chassé de sa terre par l'envahisseur sioniste et ses protecteurs, au 1er rang desquels l'impérialisme US.

Voici presque 10 ans que le peuple Palestinien s'est doté, avec l'Organisation de Libération de la Palestine et son programme, d'une direction reconnue de sa lutte de libération nationale. Et que le peuple combattant s'est trempé dans les premiers affrontements d'envergure, comme celui de Karamé, contre l'occupant sioniste.

L'objectif stratégique de ce très long combat est invariable: c'est le retour de tous les Palestiniens sur leurs terres, la destruction de l'État d'Israël sioniste, et la mise en place d'une Palestine laïque et démocratique.

Ce point est fondamental. Il est la clef de tout ce qui se passe au moyen-orient.

Rien ni personne ne peut ni ne pourra faire disparaître l'aspiration juste, et nécessairement victorieuse à terme, du peuple Palestinien à reconquérir sa patrie, et à y édifier une nation souveraine et un État indépendant.

- 2 -

Beaucoup pensent aujourd'hui que la situation du peuple Palestinien est mauvaise, que les espoirs de victoire sont très faibles. Beaucoup ne voient plus comment et pourquoi soutenir cette lutte interminable, sanglante, et actuellement confuse.

Pour y voir clair, et tenir bon sur l'essentiel, il faut se rendre compte des formidables obstacles auxquels se heurtent les Palestiniens aujourd'hui. Ces obstacles sont sans précédent, et il est normal que les difficultés de la lutte soient elles aussi sans précédent.

Le moyen-orient, qui commande le pétrole, est pour tous les impérialismes une zone stratégique majeure. Les deux superpuissances rivalisent dans cette région avec un acharnement sans pareil. Les régimes arabes réactionnaires, de l'Arabie Saoudite à la Syrie et l'Irak, en passant par l'Égypte et la Jordanie, cherchent à se maintenir en place, y compris contre leurs peuples révoltés, en menant des jeux de bascule complexes et incessants entre les deux superpuissances. Le plus spectaculaire de ces renversements est celui de l'Égypte, passée en quelques années de la dépendance militaire complète à l'égard de Moscou à la servilité tout aussi complète envers les américains.

Or, un seul point unit toutes ces forces anti-populaires qui par ailleurs se déchirent: c'est l'hostilité à toute autonomie politique des Palestiniens, la volonté de les tenir en tutelle, voire de les écraser, et d'en faire les pions d'un jeu politique décidé tout à fait en dehors d'eux.

C'est ainsi que les Palestiniens ont du affronter en 1970 les mercenaires de Hussein de Jordanie; qu'ils ont été réduits au silence par la force en Égypte; que, pris dans le guépier de la guerre civile contre-révolutionnaire au Liban, ils ont été matraqués et encadrés par l'armée syrienne. Et ceci sans cesser un instant d'être en butte aux persécutions et attaques militaires d'Israël.

Les Palestiniens sont un peuple en exil; ils ne disposent d'aucun arrière sûr. Leur simple survie comme peuple exige d'eux une défensive permanente, une vie sur pied de guerre contre des coalitions de toutes sortes, une vigilance extrêmement difficile pour ne pas être émiettés et embrigadés au service des intérêts des uns ou des autres.

Qu'ils n'aient pu être totalement liquidés sur les plans politiques et militaires; que la question Palestinienne reste aujourd'hui la clef de la situation, est à soi seul une victoire, très chère payée, de ce peuple, dont le courage et l'acharnement suscite avant tout respect, admiration et solidarité inconditionnelle.

- 3 -

La situation aujourd'hui est d'une extrême complexité, et va sans doute confronter les Palestiniens à de nouvelles épreuves.



Les embrassades de la paix américaine.
(Begin-Sadate-Carter)

L'Égypte de Sadate est carrément engagée dans une politique de « paix séparée » avec Israël, voire d'alliance. C'est la capitulation complète, sous la houlette des américains.



Les palestiniens de Jérusalem manifestent contre Sadate.

Aux accords de Camp David, l'Égypte a obtenu l'évacuation lente du Sinaï, ce qui certes correspond à ses intérêts nationaux propres au sens le plus étroit. Mais en échange, elle a concédé d'un seul coup la reconnaissance complète de l'État d'Israël. Elle a ainsi vendu les Palestiniens. Les vagues promesses de Begin sur «l'autonomie» de Gaza et de la Cisjordanie d'ici 5 ans n'ont rien à voir avec les aspirations nationales des Palestiniens. Il faut savoir que la reconnaissance formelle d'Israël est prévue avant même que le Sinaï soit évacué.

La logique de Camp David, c'est la paix à tout prix, fondée sur la collusion anti-Palestinienne entre Israël et les États arabes réactionnaires. Encore a-t-il fallu, pour seulement obtenir l'évacuation du Sinaï, la pression d'une fraction du peuple d'Israël, le «mouvement pour la paix», excédé par la mobilisation fasciste de l'État sioniste. Faute de quoi Sadate aurait sans doute capitulé plus encore.

- 4 -

Pourquoi un tel accord était-il urgent ? Parce que la lutte Palestinienne est un facteur permanent de corrosion et d'instabilité des régimes réactionnaires, et que chaque superpuissance craint pour ses protégés dans la région.

Que ce soit en Jordanie ou au Liban, il a été démontré que tout progrès de l'autonomie politique et militaire des Palestiniens mettait en mouvement le peuple de ces pays contre l'impérialisme et ses serviteurs locaux. Cette alliance générale des peuples arabes autour de la lutte de libération Palestinienne est le cauchemar des superpuissances, et elles doivent tout faire pour l'interdire.

DERNIERES PUBLICATIONS

«UN VOYAGE AU SÉNÉGAL» d'Ismael Diagana, ouvrier maoïste. Une enquête sur une néo-colonie de l'impérialisme français et une prise de position sur la place des ouvriers immigrés dans la révolution en France et au pays. Prix: 4 Francs

«LA 'CONTESTATION' DANS LE PCF» par Alain Badiou, membre de la direction politique du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxist-

De ce point de vue, la proposition russe de régler le problème à la conférence de Genève est de la même farine exactement que l'accord de Camp David. Dans tous les cas, il s'agit pour une superpuissance de s'ériger en tuteur de la situation politique dans la région, et de fabriquer si possible «ses» Palestiniens aux ordres, liés à tel ou tel État arabe réactionnaire.

«Ni Camp David, ni Genève» est un juste mot d'ordre de l'autonomie combattante des Palestiniens.

- 5 -

La terrible situation au Liban est un effet direct des menées impérialistes visant à anéantir l'existence politique et militaire des Palestiniens. Rappelons les phases de cette destruction systématique du peuple travailleur Libanais :

1) Il y a d'abord eu une guerre civile contre-révolutionnaire opposant, pour le contrôle de l'État Libanais, des cliques rivales regroupées l'une autour de la bourgeoisie maronite et de ses milices fascistes, l'autre autour d'une poignée de familles et de féodaux musulmans qui voulaient une part plus grande du gâteau. Cette guerre, marquée d'atrocités terrifiantes, a été entretenue d'un côté par Israël et les américains, de l'autre par les soviétiques et leurs protégés.

C'est un grand malheur que les Palestiniens se soient trouvés impliqués dans cette boucherie qui amorçait la ruine complète du Liban, la misère de sa population, et peut-être le dépeçage du pays.

2) Quand il est apparu, après 30 000 morts, qu'aucuns des groupes ne pouvaient l'emporter, la rivalité a cédé la place à la collusion. L'armée syrienne est intervenue comme bras armé de cette collusion, avec la bénédiction des deux superpuissances. Dans la logique d'une police d'occupation, elle a d'abord matraqué sauvagement les musulmans et les Palestiniens; puis s'est retournée, ces derniers temps, contre les milices chrétiennes. Dans tous les cas, elle a pratiqué le massacre indifférencié des populations par l'usage exclusif et entièrement barbare de l'artillerie lourde.

3) A terme, cette politique dessine un pur et simple partage du Liban, sans que le peuple Libanais soit pour quoi que ce soit dans cette issue désastreuse. Affaiblis et acculés, les chrétiens deviendraient un petit protectorat d'Israël. Quant aux musulmans, ils tomberaient sous la coupe de la Syrie. Naturellement, une fois encore, l'écrasement total des Palestiniens est nécessaire pour réussir ce projet néo-colonial.

C'est pourquoi aujourd'hui, la défense de l'intégrité territoriale et la souveraineté du Liban, et la défense des droits du peuple Palestinien sont une seule et même chose. C'est une grande force pour l'avenir que cette identité fondamentale entre les intérêts du peuple Libanais, chrétiens et musulmans confondus, et ceux du peuple Palestinien.

On l'a vu lors de l'invasion du Liban Sud par Israël, suivie de l'invasion de cette même région par les soi-disants casques bleus de l'ONU. Dans les deux cas, il s'agissait à la fois de démembrer le Liban et de casser du Palestinien. Palestiniens et patriotes Libanais ont résisté au coude à coude, préservant ainsi l'avenir.

Ils ont trouvé en particulier devant eux les mercenaires de l'impérialisme français, bien reconnaissables sous le bleu

tes-Léninistes: contre les nuages de fumée des «contestataires», la réalité du social-fascisme. Prix : 3 Francs

«LES COMITÉS POPULAIRES ANTI-CAPITALISTES: DE MAI 68 A MAI 78, DE LA RÉVOLTE DU PEUPLE A L'ANTI-IMPÉRIALISME, PAROLE ET ORGANISATION DES CPAC: les CPAC par eux-mêmes.

Prix : 5 Francs
écrire au journal.

de leurs casques: depuis longtemps, les Giscard et les Debré rêvent d'en découdre au Liban. C'est la nostalgie coloniale du «mandat français» dans la région. De furieuses campagnes de presse anti-arabes et anti-Palestiniennes se cachent à peine derrière l'étalage des souffrances du peuple Libanais. Mais le seul but de l'impérialisme français est de garder un pied dans la région, et en particulier d'être partie prenante du dépeçage du Liban en «soutenant» dès aujourd'hui les scissionnistes des phalanges.

Notre devoir internationaliste en ce qui concerne et le peuple Palestinien et le peuple Libanais, est de dénoncer et attaquer le jeu sordide de l'impérialisme français, gagner petit des massacres contre-révolutionnaires. Nous devons lutter de façon prolongée pour le retrait immédiat des troupes françaises de tout le territoire Libanais.

- 6 -

Dans un contexte mondial de rivalité inter-impérialiste et de guerre menaçante, au coeur d'une région stratégique, la lutte du peuple Palestinien connaîtra encore un cours tortueux et des vicissitudes de toutes sortes.

Mais des facteurs objectifs nouveaux travaillent en sa faveur. L'avenir pourrait bien se jouer dans les territoires occupés, où dans ces dernières années ont eu lieu de vastes démonstrations populaires des Palestiniens, des affrontements avec l'État sioniste. Il y a là une forte capacité de résistance, le réservoir d'une identité et d'une autonomie nouvelles pour tout le peuple Palestinien. Là aussi, notre pratique internationaliste doit apprendre et agir, à l'affût de tout ce qui naît et se développe, au contact direct de l'occupant sioniste, dans les masses Palestiniennes de Cisjordanie, de Gaza, et sur le territoire même du pseudo-État d'Israël.

Il faudra compter aussi avec le développement, dans une société israélienne en pleine crise, de courants juifs anti-sionistes, dont les intérêts devront, pour l'emporter, fusionner avec ceux des Palestiniens. L'objectif d'une Palestine laïque et démocratique, délivrée d'un militarisme religieux et raciste, peut devenir celui de l'écrasante majorité des habitants de cette terre. Aussi saluons-nous tous les juifs de Palestine qui, fut-ce encore dans une perspective floue, se lèvent contre la rapacité fasciste des colons du Sinaï, l'arrogance raciste de l'État, la brutalité annexioniste de l'armée.

Journaux, Revues, Brochures publiés par LES EDITIONS POTEKINE au service du marxisme de notre temps

ÉTUDES

Alain Badiou : Le mouvement ouvrier révolutionnaire contre le syndicalisme
Natacha Michel : Contre M.A. Macchiochi
Paul Sandevince : Qu'est-ce qu'une politique marxiste ?
UCFML : Aujourd'hui, participer aux élections, c'est soutenir l'impérialisme
UCFML : Le plan Barre dans la conjoncture

LE MAOÏSME ET LA REVOLUTION CULTURELLE

UCFML : Sur le maoïsme et la situation en Chine après la mort de Mao-Tsé-Toung
UCFML : Le Maoïsme, marxisme de notre temps
UCFML : La situation en Chine et le mouvement dit de «critique de la bande des Quatre»

L'INTERNATIONALISME

UCFML : Angola, Cuba, URSS : «Internationalisme prolétarien et social-impérialisme»
UCFML : L'Internationalisme prolétarien aujourd'hui
Comités Portugal Rouge Ouvrier Paysan Vaincre (Comités PROPV) :
Revue : Lutttes de classe au Portugal No 4 et 5
Journal : Nouvelles du Portugal Révolutionnaire

LES FRONTS DE CLASSE

UCFML : Le Proletariat International de France
UCFML : Français-Immigrés, égalité des droits
UCFML : La politique maoïste dans les campagnes
UCFML : Face aux élections municipales, vive la politique révolutionnaire du peuple des campagnes!
UCFML : Nucléaire, écologie et politique révolutionnaire

LES ORGANISATIONS

UCFML : Les noyaux communistes ouvriers, forme actuelle de l'avant-garde, piliers de l'édification du Parti de type nouveau
UCFML : Les Comités Populaires Anti-Capitalistes (CPAC)

LA CULTURE ET L'ART

Les Éditions Potemkine éditent la revue du GROUPE Foudre (nouvelle série) : 2 numéros parus

Les Éditions Potemkine éditent chaque mois «LE MARXISTE-LÉNINISTE», journal maoïste du groupe pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxiste-Léniniste

TOUS SONT EN VENTE :

à la Librairie Internationale : 2, rue Boulard - 75014 - Paris
à la Librairie Potemkine : 2, place Notre-Dame-du-Mont - 13006 - Marseille

États et Partis face au risque de guerre mondiale

La question de la guerre et de la paix est à l'ordre du jour. La rivalité des 2 super-puissances USA et URSS, le surarmement, la férocité en temps de crise des contradictions entre les impérialismes : les facteurs de guerre s'accumulent. Dans 3 régions du monde - l'Afrique, le Moyen-Orient, le Sud-Est Asiatique, des guerres locales sanglantes font partie de cette accumulation.

Dans la dernière période, deux faits ont encore aggravé la situation :

- 1) Issus du même courant historique, la libération nationale anti-américaine dans les années 60, le Vietnam et le Kampuchéa (ex-Cambodge) s'affrontent militairement.
- 2) Deux États socialistes, la Chine et l'Albanie, rompent toutes leurs relations, et l'Albanie déchaîne une campagne d'une violence sans précédent contre la Chine.

Les révolutionnaires maoïstes doivent examiner ce grand tumulte avec sang-froid, en marxistes, et à la lumière de leur expérience propre. L'époque de l'État-socialiste guide et modèle, source de directives, est complètement terminée. Nous comptons entièrement sur nos propres forces, et nous en avons les moyens.

L'origine des déchirements actuels est à chercher, à notre avis, dans la nouveauté de la situation : le risque de guerre mondiale, et la question : « que faire ? » posée aux Partis, aux prolétariats, aux peuples, aux pays, aux États, par ce risque. La question nationale, ce grand sphinx de notre temps politique, redevient essentielle POUR TOUS.

Nous entreprenons dans « Le Marxiste-Léniniste » une suite d'études et de réflexions sur ces points :

- a) La position des camarades Albanais.
- b) La ligne du Parti et de l'État Chinois.
- c) Les différentes forces politiques en France face à la question de la guerre.
- d) La ligne des maoïstes de l'U.C.F.M.L.

La position actuelle de l'Albanie

L'Albanie est un pays socialiste, qui a toujours refusé de marchander son indépendance nationale. Petit pays (2 millions d'habitants), l'Albanie s'est opposé avec force et courage à toute inféodation, à toute domination. Le peuple Albanais a libéré, sur ses propres forces, son pays des fascistes italiens et allemands dans les années 41-44. En 1960, le P.T.A. (Parti du Travail d'Albanie) n'a pas craint de s'opposer à Krouchtchev, de défendre les principes, de rompre ses liens avec l'URSS en dénonçant le révisionnisme.

Avec la Chine, l'Albanie a été très tôt un des seuls États à reconnaître qu'il y avait restauration du capitalisme en URSS et à dénoncer le social-impérialisme soviétique.

Pour toutes ces raisons, les prises de position du PTA et de l'État Albanais sont des éléments objectifs importants pour les révolutionnaires marxistes-léninistes. Il faut les faire en l'histoire.

Depuis l'été 1978, la rupture est complète entre la Chine et l'Albanie. Le 10 Juillet 78, le comité central du PTA a publié un document dans lequel il prend violemment à partie l'État Chinois, qualifié de « superpuissance », le parti communiste Chinois, qualifié d'anti-marxiste, de contre-révolutionnaire, de fractionniste; la Révolution Culturelle, considérée « dans son esprit et dans son action comme une lutte non conforme aux principes ».

Conformément à notre méthode, qui est autonome, qui est celle de marxistes révolutionnaires organisés en France, nous donnons avec sérénité notre point de vue sur ces thèses. Nous essayons d'en découvrir le fondement réel. Nous n'avons pas l'objectif d'être « pro- ceci » ou « pro- cela ». Notre terrain unique est celui de la révolution, du parti de type nouveau, de l'internationalisme.

UN POINT DE DIVERGENCE ANCIEN : LA NATURE DU RÉVISIONNISME MODERNE.

Notre position a toujours été que le grand point de référence quant à la nature de classe du révisionnisme moderne et à sa critique était la Révolution Culturelle. A travers cette Révolution, le prolétariat et le peuple Chinois ont mis à jour les raisons pour lesquelles un État de dictature du prolétariat peut se changer en son contraire (une dictature social-fasciste).

Les camarades Albanais, eux, n'ont toujours eu comme seul point de référence, même quand ils soutenaient la Révolution Culturelle, que la caractérisation datant de la IIIème Internationale de ceux qui avaient abandonné le projet de dictature du prolétariat: les sociaux démocrates.

Pour nous, et pour tous les maoïstes, le révisionnisme moderne a des caractéristiques propres, pose des problèmes nouveaux. Ce n'est pas purement et simplement la bourgeoisie, le capitalisme, l'impérialisme. C'est, et il s'agit là d'un contenu pas simplement de mots: la bourgeoisie bureaucratique d'État, le social-fascisme, le social-impérialisme. Un contenu dont la connaissance n'est pas encore complète, mais dont le terrain de connaissance relève déjà de formes nouvelles de la lutte révolutionnaire de classe: les Révolutions Culturelles.

Pour les Albanais, et cela sans variation, le révisionnisme, c'est la social-démocratie. Voyez en 1964 un article intitulé «Les révisionnistes modernes sur la voie de la dégénérescence social-démocrate et de la fusion avec la social-démocratie» (sur le 20ème congrès du PCUS). Ou encore, en ce qui concerne le PCF lors de son 22ème congrès de 76, la brochure intitulée «Un congrès social-démocrate des révisionnistes Français», texte dans lequel cette thèse est développée: «En lisant ce que dit Marchais, on croit entendre vraiment les paroles de Bernstein, Kautsky et compagnie».

Si nous rappelons cette divergence d'analyse (nouvelle bourgeoisie et social-fascisme pour nous, social-démocratie pour les Albanais) c'est qu'elle nous semble essentielle pour comprendre le conflit qui éclate aujourd'hui si violemment, en tous cas en ce qui concerne l'Albanie.

LA QUERELLE SUR LA THÉORIE DES 3 MONDES.

Publiquement, ce n'est que lors du rapport présenté au VIIème congrès du Parti du Travail d'Albanie le 1er Novembre 1976, que le camarade Enver Hodja prend position contre la théorie des 3 mondes, donc contre l'analyse

de la conjoncture mondiale que fait le Parti Communiste Chinois: «Second monde, tiers-monde, pays non-alignés, pays en voie de développement. Toutes ces appellations qui se réfèrent aux diverses forces politiques agissant aujourd'hui dans le monde camouflent et ne font pas ressortir le caractère de classe de ces forces, les contradictions fondamentales de notre époque, le problème-clef qui prime au jour d'hui tous les autres à l'échelle nationale et internationale, la lutte implacable que livrent le monde bourgeois-impérialiste d'une part et le socialisme, le prolétariat mondial et ses alliés naturels d'autre part»...» Le marxisme-léninisme nous enseigne qu'à notre époque, les pays se divisent selon le système social au pouvoir, en pays bourgeois-capitalistes et en pays socialistes. Les théories sur la prétendue situation intermédiaire de développement non-capitaliste que les révisionnistes Krouchtcheviens mettent tant de zèle à propager visent à saboter les sincères aspirations au socialisme, qui existent dans bon nombre de pays, à susciter la confusion idéologique, à miner la lutte des forces progressistes.(...) Les appellations de «tiers-monde» de «pays non-alignés» ou «en voie de développement» suscitent l'illusion dans de larges masses qui luttent pour la libération nationale et sociale, qu'elles pourraient trouver là comme un abri contre la menace des super-puissances».

Il s'agit là d'une attaque directe contre les positions du P.C.C.

En ce qui nous concerne, le fond du débat n'est pas directement la défense et illustration de la théorie des trois mondes. La logique de la position du PTA est plus vaste.

Le PTA n'envisage la théorie des trois mondes que dans le cadre général d'analyse qui est le sien: il y a deux camps, l'impérialisme et le socialisme. Les ennemis des peuples sont «l'impérialisme, le social-impérialisme et la grande bourgeoisie internationale qui suivent UNE politique (donc la même. NDLR) d'expansion et d'exploitation» ou encore: «Aujourd'hui, comme par le passé, la lutte conséquente et continue pour dénoncer la politique de l'impérialisme, l'impérialisme américain en tête et anéantir ses plans agressifs..» (c'est nous qui soulignons).

Dans ce cadre là, la théorie des 3 mondes peut tout au plus comme le dit Enver Hodja «indiquer la mesure de l'influence et de la force du capital mondial, international ou national dans divers États et dans diverses zones du monde».

Pour les Albanais, il existe un capitalisme mondial indifférencié contre lequel évidemment tout «front anti-impérialiste» devient impensable.



La principale menace d'expansion militaire impérialiste aujourd'hui, c'est l'URSS.

QUI CONTRE QUI ?

L'analyse Albanaise de la situation mondiale est greffée sur sa compréhension restrictive de la nature du social-impérialisme. Pour le PTA, le social-impérialisme n'est pas une nouveauté historique dans la sphère de l'impérialisme comme l'a été par exemple le nazisme. L'URSS est un État impérialiste comme les autres. Il n'y a pas, dans les rivalités des deux super-puissances, d'ennemie principale. L'Albanie refuse l'idée que la puissance qui aujourd'hui veut transformer «l'équilibre» existant, c'est l'URSS.

Mieux: le PTA continue à considérer les USA comme le chef de file impérialiste, ne bougeant pas d'un pouce par rapport aux analyses dépassées de la conjoncture des années 60.

La question: guerre ou pas guerre mondiale, super-puissance ou pas, là-dessus Chinois et Albanais sont d'accord. Le danger de guerre existe du fait des super-puissances. Mais sur le type de guerre il y a désaccord. Les Albanais envisagent la 3ème guerre mondiale sur le modèle de la 1ère guerre mondiale de 1914-1918. La 3ème guerre mondiale serait une guerre inter-impérialiste, symétrique à la 1ère, qui ne concerne pas le prolétariat.

Dès à présent, l'Albanie se prépare à la neutralité. «Neutralité» dont tout indique qu'elle s'étendra - ce qui est grave - au cas d'une agression de l'URSS contre la Chine, puisque la Chine est déjà qualifiée comme une «super-puissance impérialiste».

UNE POLITIQUE ABSTRAITE ET IDEALISTE.

Le danger de guerre est réel. Les superpuissances se préparent pour une guerre mondiale. Jusque là pas de désaccord. Mais quelle va être la position des États socialistes dans cette affaire ? A cette question l'Albanie répond qu'il s'agira d'une guerre inter-impérialiste et qu'elle ne nous concerne pas: il n'y a rien à faire pour enrayer la guerre, rien à faire dans la guerre. Notre tâche est de préserver la révolution, de la continuer. Il n'y a pas à choisir entre les impérialismes, la guerre est leur politique, pas la notre.

Il s'agit là d'une attitude idéaliste car qui respectera cette neutralité et à quel prix ? Ne voit-on pas déjà aujourd'hui l'Albanie soutenir le Vietnam contre le Cambodge ? Comment expliquer ce geste sinon comme une monnaie d'échange vis-à-vis de l'URSS ? Qui applaudit le plus fort (car il y en a d'autres aussi) lorsque l'Albanie attribue à la Chine le qualificatif de superpuissance la plus dangereuse, sinon l'URSS ?

Une «neutralité» en Europe de l'Ouest signifierait nécessairement: 10% de «neutralité», 90% de dépendance par rapport à Moscou.

Face aux appétits militaristes de l'URSS, face au colonialisme fasciste qu'elle impose déjà aux pays de l'Europe de l'Est, le prolétariat et le peuple auront nécessairement à définir leur ligne de résistance, et à assumer la question nationale. Il en ira de même face à l'agression de n'importe quelle puissance prétendant à l'hégémonie.

Les camarades Albanais n'accordent en fait aucune place à la question nationale au regard du risque de guerre et d'agression. Il en résulte déjà que des groupes notoirement néo-trotskyistes, comme l'UDP au Portugal ou l'OCT en France, s'emparent de cette faiblesse pour utiliser à leur profit les thèses des Albanais.

ÉTAT ET PARTI.

La position de «neutralité» qui sous-tend la polémique des Albanais est certainement liée à des considérations géo-politiques (comme l'est du reste, à notre avis, toute une partie de la politique de l'État Chinois) Il y aurait moindre

mal si les Albanais limitaient leur politique à cet aspect des choses. Malheureusement - comme les Chinois - ils prétendent faire de leurs thèses une «ligne générale» pour le mouvement communiste international. Le PTA lance des directives au prolétariat mondial (il le faisait déjà en 1974, en poussant en particulier les ouvriers révolutionnaires français dans l'impasse du syndicalisme): il affirme que le prolétariat ne doit pas se mêler d'une guerre inter-impérialiste. Il doit simplement profiter des circonstances pour pratiquer tous azimuts sa politique contre le «féroce capitalisme mondial».

Certes, il appartient aux révolutionnaires, dans la mesure où la guerre ne peut être conjurée, de la transformer en révolution. Mais justement, pour ce faire, il faut prendre en compte le fait que les peuples dans la guerre auront à assumer la question nationale et que la question de l'envahisseur sera décisive en ce qui concerne les alliances.

Sur la question de la guerre, le prolétariat ne peut se contenter d'une attitude passive. En la matière, le pacifisme est la garantie du désastre. Quand le PCF, au tout début de la guerre de 39-45 a refusé de prendre la tête de la résistance à l'envahisseur nazi, il a commis une faute dramatique, chèrement payée par la suite, malgré l'héroïsme des FTP. Laisser à De Gaulle le soin d'incarner la résistance, c'était laisser une chance à la bourgeoisie, massivement capitularde, de se reconstituer.

Avoir une attitude offensive, c'est être capable de prendre en compte la question nationale, savoir s'inscrire dans le rapport de force et non refuser la guerre. Guerre et révolution, dans les moments de guerre, ne peuvent être séparées. Et ceci d'autant plus qu'on peut fortement douter de la capacité des bourgeoisies européennes à assumer la question nationale.

LES MAOISTES DE L'U.C.F.M.L. ORGANISENT LE

- SAMEDI 2 Décembre à 15 heures SALLE
LANCRY à Paris (10 rue de Lancry, métro
République)

un MEETING - DÉBAT

- La «théorie des 3 mondes», et le débat
entre la Chine, pays socialiste, et l'Albanie,
pays socialiste.

- Ni la politique de la Chine, ni celle de
l'Albanie, ne fournissent une ligne pour le
mouvement communiste international et les
révolutionnaires prolétariens.

- La Révolution Culturelle et le maoïsme
sont nos références majeures.

- Le risque de guerre mondiale est réel, le
social-impérialisme est le plus grand fauteur
de guerre.

- Notre conception de l'internationalisme
prolétarien, de la situation mondiale, de la
politique révolutionnaire en ce qui concerne
la question nationale.

Participation aux frais : 5 F.

VERS LE RENVERSEMENT D'ALLIANCES ?

L'analyse des Albanais repose, à notre avis, sur l'idée qu'en définitive des alliances seront toujours possibles avec les prétendus « sociaux-démocrates » tant au niveau de l'État Albanais qu'au niveau des partis marxistes-léninistes. Et c'est là d'ailleurs que leur position est la plus insoutenable. Ce n'est pas un hasard si les « partis » qu'ils ont ralliés à leur cause sont tous des appendices des partis révisionnistes, ou des groupuscules néo-révisionnistes.

C'est dans cette même logique - garder les mains libres pour un renversement d'alliance - que les Albanais ont refusé la politique d'alliance militaire avec la Yougoslavie et la Roumanie proposée par Chou-En-Lai. Or, cette politique était à notre avis tout à fait sensée: la Roumanie et la Yougoslavie s'étaient opposées à l'intervention russe en Tchécoslovaquie. Tenter d'édifier entre les 3 États un bloc balkanique défensif (ce qui n'exigeait aucune concession idéologique) aurait inscrit l'Albanie dans le jeu des rapports de force mondiaux, avec une marge de manoeuvre beaucoup plus grande. Le superbe isolement actuel peut en revanche préparer la soumission aux hégémonies régionales, sans aucune prise sur la situation.

LE REFUS DU MAOISME CONDUIT A TERME A LA RÉGRESSION POLITIQUE.

En dernier ressort, cette méconnaissance du social-fascisme russe, tient au fait que non seulement le PTA a peu contribué à la connaissance de ce qu'était le révisionnisme moderne, mais qu'en outre il a nié tous les enseignements de la grande Révolution Culturelle prolétarienne. D'après les Albanais, le socialisme était en danger et « sur la demande de Mao-Tsé-Toung lui-même, notre parti appuya la Révolution Culturelle » « bien qu'il ne fut pas d'accord sur nombre de principes qui étaient à la base de cette révolution ».

Situation « compliquée et chaotique, résultat logique des luttes fractionnistes qui ont eu lieu au sein du PCC, contrairement aux principes » Voilà tout ce que le PTA retient de la grande révolution prolétarienne de notre temps.

Qu'il y ait lutte de classe au sein du Parti est inconcevable pour les Albanais. C'est pour eux un signe qu'il ne s'agit pas d'un parti prolétarien, mais petit-bourgeois ou militariste.

Qu'il y ait révolution dans un pays socialiste, c'est tout aussi inconcevable. C'est de l'anarchie. Malheureusement, c'est déjà ce que disaient les russes.

Cette négation de la lutte entre les deux voies, et de sa forme concentrée, la révolution culturelle, fait du PTA un parti à tout le moins retardataire. Mais en politique marxiste, le retard c'est, à terme, la régression. S'il persiste à rejeter le maoïsme, le PTA se condamne à errer de plus en plus.

Quelque soit l'appréciation que l'on porte sur la politique chinoise aujourd'hui, ne pas reconnaître que la GRCP fut un moment décisif pour les marxistes-léninistes du monde entier, notamment en ce qui concerne le problème de la restauration du capitalisme dans un pays socialiste et la lutte pour le communisme, c'est se mettre hors de l'histoire.

Toute politique qui ne tient pas compte de cette nouveauté historique dans son analyse de la conjoncture mondiale, n'est plus une politique mais du dogmatisme, de l'idéalisme. Elle s'interdit d'agir sur autre chose que les forces sociales et étatiques qui sont en son sein, en les coupant des courants historiques réels.

Voilà pourquoi nous pensons que la position actuelle des Albanais fait plus de mal que de bien aux marxistes-léninistes et aux révolutionnaires du monde entier. Voilà pourquoi nous sommes contre. Si la scission du mouvement communiste international en 63 a posé de nombreux problèmes, nous pensons que la polémique actuelle des Albanais, et la « théorie » fautive et arriérée qui les accompagne, sont parfaitement nuisibles, et entraveront l'avancée des forces révolutionnaires.

Toutefois, le peuple Albanais et les communistes Albanais ont montré à maintes reprises leur détermination et leur lucidité. Ils peuvent fort bien reconnaître l'impasse et nous étonner à nouveau.

PETITE BIBLIOGRAPHIE :

- Enver Hodja: « Rapport présenté au VIIème congrès du PTA » (NBE)
- « Lettre du Comité Central du PTA et du gouvernement Albanais au CC du PCC et au gouvernement Chinois » Juillet 78.
- « La politique belliciste Chinoise et la visite de Houa Kouo Feng dans les Balkans » 3 Septembre 1978.
- « Déclaration des Partis Marxistes-Léninistes d'Europe » (NBE)

JEAN-PAUL II, PAPE DE LA GUERRE ?

Qu'est ce que ce nouveau pape Polonais, en plus « lancé » par les cardinaux Allemands.

Ne serait-ce pas un pape des grandes contradictions de l'Europe et du monde ?

Un pape de l'époque de la guerre mondiale ?

Un pape pour remettre le grand machin vermoulu, l'église catholique, dans le flot de l'histoire ?

Le prochain « Marxiste-Léniniste » étudie tout cela, en liaison avec une enquête en Pologne.

« LE MARXISTE-LÉNINISTE » - Directeur de Publication P. Gonin - Dépôt Légal 4/78.
Commission Paritaire No 56 220 - Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : « Le ML »
BP 278 - 75 827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La Source. Abonnement: écrire
au ML avec paiement joint par chèque ou chèque postal . PRIX : 70F (normal sous
pli fermé) 100F et plus (soutien sous pli fermé).

I S S N 0338 - 5086

« Dis-moi ce que tu penses

de la Révolution Culturelle,



je te dirai si tu es un révolutionnaire

marxiste - léniniste »

LA DIFFUSION DU « MARXISTE - LÉNINISTE » PAR LES N.M.P.P.
EST SUSPENDUE

- DEMANDEZ - LE A NOS MILITANTS
- ABONNEZ - VOUS , C'EST LE PLUS SUR !
- LA LISTE DES LIBRAIRIES DANS LEQUEL IL EST DÉPOSÉ
SERA PUBLIÉE TRES PROCHAINEMENT .
- INDIQUEZ - NOUS TOUT POINT DE VENTE INTÉRESSANT
DANS VOTRE VILLE , VOTRE QUARTIER .

HALTE A L'AGRESSION VIETNAMIENNE!

L'État vietnamien mène à l'heure actuelle contre le Kampuchéa démocratique une guerre d'agression cynique.

Les Vietnamiens occupent sans vergogne une partie du territoire du Kampuchéa. Ils déclarent publiquement préparer le renversement du gouvernement du Kampuchéa, et veulent le remplacer par une clique à leurs ordres.

Le peuple du Kampuchéa a jusqu'à ce jour mené contre les agresseurs vietnamiens, très supérieurs en nombre et en armement «made in URSS», une guerre du peuple efficace. La promenade militaire imaginée par les vietnamiens s'est transformée en embourbement meurtrier. Le Kampuchéa n'est pas le Laos, que les Vietnamiens ont colonisé sans coup férir.

C'est pourquoi les Vietnamiens massent 100 000 hommes dans l'idée d'en finir «d'un seul coup».

Le devoir de tout progressiste, de quiconque se range du côté du droit des gens, du droit des peuples, est de soutenir le peuple du Kampuchéa contre cette agression barbare.

On peut avoir des appréciations différentes sur la politique collectiviste accélérée du Parti communiste du Kampuchéa. Il faut cependant s'unir contre l'agresseur, sans condition aucune. C'est de l'internationalisme élémentaire.

Quels objectifs poursuivent donc les Vietnamiens ? Nous en voyons 3 :

1. Masquer leurs terribles difficultés intérieures, leur échec politique dans le Sud, par l'expansionnisme et la militarisation.
2. Assurer leur hégémonie dans toute la péninsule indochinoise, ne rien tolérer qui s'écarte de leurs conceptions.
3. Se lier étroitement aux soviétiques, et participer à l'encerclement de la Chine socialiste, dans la logique de la guerre mondiale.

L'adhésion du Vietnam au Comecon marque une date. Plus significatif encore : les Vietnamiens n'hésitent pas une seconde à comparer leur intervention au Kampuchéa à l'intervention russe en Tchécoslovaquie !

Tels maîtres, tels élèves.

La dégénérescence complète de la politique vietnamienne est une leçon salubre, à méditer de près. Une fois de plus est prouvé que la libération nationale est une étape politique, qui ne fournit mécaniquement aucune garantie en ce qui concerne l'étape qui suit. L'histoire périodisée de la politique vietnamienne, de la ligne du Parti du Vietnam, est un professeur par l'exemple négatif. Nous l'étudierons de très près. Quand les Vietnamiens déclarent que la Chine a «dégénéré» à partir de 66 - à partir de la Révolution Culturelle - ils parlent clair : ils disent eux mêmes que leurs pratiques réactionnaires, chauvines et agressives actuelles sont liées au rejet catégorique de la Révolution Culturelle et du maoïsme.

Dans le grand meeting maoïste du 6 Novembre 1976, notre organisation formulait le principe suivant : «Dis moi ce que tu penses de la Révolution Culturelle, je te dirai si tu es un révolutionnaire marxiste-léniniste».

Les Vietnamiens ont, hélas, tenu à répondre précisément à cette question.

Comment ils en sont venus là est une question qui intéresse les marxistes-léninistes du monde entier.

HALTE A L'AGRESSION VIETNAMIENNE
CONTRE LE KAMPUCHÉA DÉMOCRATIQUE !